

# L'autre voie

## De la croissance au mieux vivre. Programme pour une économie du bien vivre

### Première partie OÙ en sommes-nous ?

Chapitre 1. Comment nous nous sommes retrouvés dans le mur	p. 2
Chapitre 2. La planète dans les chiffres rouges	p. 4
Chapitre 3. Une humanité en miettes	p. 6
Chapitre 4. Peu de biens. Être : zéro	p. 8

### Deuxième partie. QUE faire ?

Chapitre 5. Objectif « bien vivre »	p. 11
Chapitre 6. L'éco-efficience c'est bien, mais on peut mieux faire	p. 13
Chapitre 7. Les chemins de la sobriété	p. 13
Chapitre 8. Alerte emploi et services	p. 14
Chapitre 9. L'économie des trois maisonnettes	p. 16
Chapitre 10. La maison de l'autoproduction	p. 18
Chapitre 11. La maison de la solidarité collective	p. 20
Chapitre 12. La maison du marché autorégulé	p. 26
Chapitre 13. Des emplois nouveaux et variés	p. 27

### Troisième partie. COMMENT s'y rendre ?

Chapitre 14. Désigner	p. 28
Chapitre 15. Prouver	p. 28
Chapitre 16. Refuser	p. 30
Chapitre 17. Contraindre	p. 30
Chapitre 18. Tisser	p. 33
Chapitre 19. Appel	p. 35

## **Première partie**

### **Où en sommes-nous ?**

#### **Chapitre 1. Comment nous nous sommes retrouvés dans le mur**

L'économie mondiale a déraillé parce que, depuis plus d'une vingtaine d'années, elle est pilotée par des conducteurs en état d'ébriété : l'ivresse néolibérale. Pas d'Etat et un marché totalement libre de suivre ses instincts prédateurs. Finalement la voiture a dérapé, fait une sortie de route et fini sa course au fond du ravin. C'était pourtant à prévoir : lorsqu'on conduit en faisant fi des règles de la prudence, l'accident devient inévitable.

Les médias ont imputé la crise à des stratégies bancaires trop hasardeuses, mais ce n'est là que le dernier épisode du feuilleton. Si l'on veut comprendre ce que s'est réellement passé, il faut remonter au début du processus de globalisation. Nous sommes à la fin des années '80, les multinationales trépignent à l'idée de s'affranchir des frontières nationales. Elles revendiquent le droit de faire voyager leurs marchandises d'un bout à l'autre de la planète, sans obligations ni contraintes d'aucune sorte. À grand renfort de manoeuvres, polémiques et coups de gueule elles finissent par atteindre leur objectif, quitte à s'apercevoir ensuite que le « grand marché mondial » n'existe pas : seuls 30-35% de la population mondiale disposent du revenu indispensable à l'achat de leurs produits. Le reste de l'humanité ne représente qu'un poids mort sans intérêt. Des entreprises en surnombre se mettent alors à se disputer une trop maigre clientèle, se lançant dans une concurrence débridée en jouant notamment sur la baisse des prix. Mais les multinationales ne s'intéressent qu'au profit : contraintes de baisser les prix, elles s'évertuent donc à réduire les coûts. Dès lors, c'est le travail qui se retrouve dans le collimateur. La stratégie choisie, dans le secteur des technologies de pointe, est celle de l'automatisation. Dans les autres domaines, on délocalise la production vers des pays où la main d'œuvre est bon marché. Commencent alors à se dessiner les contours d'un monde nouveau, caractérisé par un Sud regorgeant de travailleurs en état de semi-esclavage et par un Nord où s'accroissent le chômage et le nombre des salariés précaires sous-payés. Le résultat est un monde du travail globalement toujours plus pauvre, alors que de son côté le patronat se frotte les mains : entre 2001 et 2005, la part de la richesse mondiale attribuée aux profits a en effet cru de 8%. Cela entraîne une double conséquence. Tout d'abord l'explosion de la finance, provoquée par le manque de confiance des capitalistes dans les capacités du système en termes de consommation. Leur raisonnement est simple : lorsque la masse salariale diminue, les perspectives de vente s'amenuisent et il devient donc inutile d'investir dans de nouvelles activités productives. Mieux vaut s'adonner à la spéculation, à l'enrichissement par les jeux de hasard, à l'achat et la vente de biens immobiliers et de titres boursiers, qu'ils soient réels ou virtuels. L'essentiel étant d'avoir sa place à la table verte et de raffler de l'argent à chaque mise. Quant au reste, qui vivra verra.

Seconde conséquence : l'explosion du crédit. Quand les enveloppes salariales se font légères, on risque de voir apparaître un déséquilibre entre ce qui se produit et ce qui se vend. Retrouver

l'équilibre supposerait une distribution plus équitable de la richesse. Cependant, cette perspective n'est pas du goût d'un système qui, tant qu'il le pourra, repoussera la décision à l'aide de remèdes placebo, quêtant la quadrature du cercle grâce à l'endettement. À chaque coin de rue, banques, instituts financiers, concessionnaires et grandes surfaces offrent aux pauvres et aux indigents prêts, achats à crédit et incitations à la consommation : le rêve d'une vie au-dessus de ses moyens à portée de la main. Partout, les familles mordent à l'hameçon. En Italie, en 2008, leur endettement total correspondait à 70% de leurs rentrées annuelles, soit environ 16.000 euros par foyer. Cependant les Etats-Unis sont le pays dans lequel les familles sont les plus mal loties à cet égard : l'achat d'une maison y représentait l'appât rêvé. Dans l'euphorie du business, des prêts furent même proposés à des familles insolvables, crédits douteux reposant sur de complexes opérations spéculatives et impliquant banques, assurances, fonds d'investissement et de pensions. Tant que les taux d'intérêt demeuraient bas, la valeur des bâtiments continuait à s'apprécier et tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes ; mais lorsque le vent a tourné, de nombreuses familles se sont retrouvées en cessation de paiement et tout s'est écroulé comme un château de cartes. Nous avons alors assisté aux premières faillites bancaires. Faute de confiance réciproque, l'ensemble des activités de crédit a connu une paralysie totale, banques et entreprises ont commencé à suffoquer par manque de liquidités. La finance relève, en fait, plus de la psychologie que de la science.

Avec la crise financière, les fondements avariés du système sont apparus au grand jour. Des pans entiers de l'économie se sont grippés en raison de l'incapacité de la consommation à absorber la production. Fin 2008, le système a dû reconnaître la réalité de la crise et demander l'intervention des gouvernements, seuls capables de mettre en œuvre les moyens de secours adaptés à la situation. Un seul objectif : extraire la voiture du ravin et la retaper pour lui permettre de poursuivre sa route. Des milliards d'euros ont ainsi été affectés à remettre en selle banques et entreprises, dans l'espoir que, tant bien que mal, la voiture puisse être hissée et regagne la chaussée. Il est cependant fort douteux qu'elle soit en mesure de reprendre sa course car, au fil du temps, la route elle-même a été sérieusement endommagée. L'intensité du trafic a creusé des trous profonds dans le revêtement, et nombre de barrières de sécurité ont dévalé la pente. Si la voiture se hasarde à de nouveaux excès de vitesse, elle s'auto-détruirait. Une seule issue possible : ralentir, équiper le véhicule d'amortisseurs plus robustes et confier le volant à un conducteur plus prudent. En d'autres termes : les ressources s'amenuisent, le climat est en train de s'emballer et les tensions sociales s'aggravent. Pour éviter le krach, il devient impératif de passer d'une économie de croissance à une économie des limites, d'une économie de cowboys à une économie d'astronautes. Mais il s'agira aussi de troquer une économie de la précarité pour une économie de la sécurité, d'échanger une économie de l'avidité contre une économie de la légalité. Ce que nous pourrions nommer économie du bien-vivre ou économie du respect, économie équitable, soutenable et solidaire, apte à garantir à tous une existence digne, pleine d'égards pour la planète. Il est urgent de s'engager sur cette voie, car la double crise, environnementale et sociale, ne nous laisse guère de temps.

## Chapitre 2. La planète dans les chiffres rouges

En 2008, le 23 septembre a été le jour de l'overdose. Ce jour-là, notre voracité a dépassé l'aptitude de la Terre à se régénérer. Le dessert achevé, nous avons terminé l'année aux frais du « capital naturel » : au lieu de veaux, nous avons commencé à abattre des vaches, à la place des petits poissons nous avons mangé leurs géniteurs, avons dévoré les semences plutôt que les récoltes. Selon le WWF, notre consommation de nature dépasse de 30% la capacité de régénération de la Terre : à ce rythme, entre 2030 et 2040, nous aurons besoin de deux planètes.<sup>1</sup> Selon une recherche publiée par la revue « Nature » en mai 2003, il ne subsisterait, dans nos océans, que 10% des grands poissons qu'on y trouvait en 1950. Même les cabillauds ont été décimés, qui étaient pourtant si nombreux autrefois qu'ils ralentissaient les bateaux naviguant dans l'Atlantique Nord.

On pourrait également s'intéresser aux forêts. Au début du siècle passé, la superficie mondiale occupée par la forêt s'élevait à 5 milliards d'hectares. Cent ans plus tard, elle n'était plus que de 3 milliards, soit une perte sèche de 40%. Les forêts tropicales ont été les plus touchées. Et Greenpeace dénonce une offensive qui ne cesse de prendre de l'ampleur : « De 1970 à 2000, l'Amazonie brésilienne a perdu 55 millions d'hectares, un territoire équivalent à celui de la France. C'est maintenant au tour de la Russie. Depuis que les multinationales japonaises y ont obtenu le feu vert, un compte à rebours a commencé : chaque année disparaissent en Russie européenne 15.000 hectares de conifères, menaçant ainsi le dernier périmètre forestier naturel du continent ».

Les aliments eux-mêmes ne sont pas en très bonne santé, et leur prix est là pour le démontrer. En mars 2008, à la Bourse de Chicago, la valeur de négociation des céréales s'éleva à 1,3 fois celle de l'année précédente, avec des répercussions inévitables sur le pain, les pâtes et le riz. Dans les pays riches le choc put être absorbé, mais des émeutes se produisirent dans les pays pauvres. Des révoltes populaires éclatèrent au Caire, Addis Abeba, Djakarta et Bogotà ; dans les rues de Port-au-Prince, capitale de Haïti, sept manifestants perdirent la vie. Ces troubles étaient prévisibles : quand le revenu quotidien par personne n'atteint même pas deux dollars, il suffit d'une augmentation de quelques centimes du prix du pain pour être confronté au spectre de la faim. On continue de répéter que la Terre est capable de nourrir non pas six, mais douze milliards de personnes. Il convient toutefois de préciser la nature de cette nourriture. Il ne s'agit certainement pas de viande, véritable non-sens énergétique si l'on songe qu'il faut entre quatre et dix calories végétales pour en obtenir une animale. Jusqu'en 2005, l'alimentation carnivore était une prérogative essentiellement réservée aux pays industrialisés du Nord qui, tout en ne représentant que 14% de la population, accaparaient 35% de la production mondiale de céréales pour engraisser bovins et porcs destinés à devenir steaks et saucisses. On a ensuite assisté à l'émergence d'une classe aisée dans les pays du Sud, notamment en Chine, ce qui, conformément à notre modèle consumériste, a accru la consommation de viande et, par voie de

---

<sup>1</sup> WWF, *Living Planet 2008*

conséquence, de céréales. La viande est donc la première source de pression sur les prix. S'y ajoute cependant une autre cause, tout aussi dramatique. Les jours du pétrole étant désormais comptés, et comme nous refusons malgré tout de renoncer à l'automobile, nous sommes à la recherche de carburants de substitution. Après le mythe de l'hydrogène, la mode est aujourd'hui au bioéthanol, combustible obtenu à partir de la canne à sucre ou de la betterave, mais aussi du maïs et du soja. Bref, le carburant est entré en compétition avec la nourriture.

La crise du pétrole est désormais de notoriété publique : l'EIA, l'agence internationale pour l'énergie, reconnaît que nous sommes en train d'approcher du pic de production, c'est-à-dire du moment où la production mondiale d'hydrocarbures commencera à baisser puisque la phase actuelle d'extraction facile touche à sa fin.<sup>2</sup> Dorénavant, son objectif est de gagner du temps en tentant de nous faire croire que nous n'allons pas devoir affronter cette réalité avant 2020-2025, alors que 62 des 90 pays producteurs, dont la Russie, sont déjà en phase de décrue.<sup>3</sup>

En dehors du pétrole, plusieurs autres minéraux d'importance cruciale pour la technologie se trouvent en situation critique. Ainsi l'extraction du mercure représente déjà 95% des réserves connues, nous avons dépassé 80% de celles du plomb, de l'argent et de l'arsenic et 70% pour le cadmium et le zinc. L'extraction d'étain, de lithium et sélénium atteint désormais 60%, tandis que manganèse, cuivre, béryllium et tungstène sont autour de 50%.<sup>4</sup> L'uranium ne fait pas figure d'exception. Même si le nucléaire est régulièrement vanté comme constituant la solution du problème énergétique, les géologues nous apprennent qu'au rythme actuel nous n'en disposons que pour une cinquantaine d'années.

C'est l'eau toutefois qui représente la ressource suscitant le plus de préoccupations. L'or bleu se raréfie partout parce que nous en avons fait un usage inconsidéré et que nous avons empoisonné de chimie les ressources hydriques. Nous avons oublié que l'eau est un ingrédient essentiel à tous les processus productifs, qu'ils soient agricoles ou industriels : elle y entre propre et en sort polluée. Il faut 16 tonnes d'eau pour tanner un kilo de cuir, 2000 litres pour un kilo de papier blanc, 2700 litres pour un t-shirt en coton de 250 g.<sup>5</sup> Au cours des cinquante dernières années, les barrages, les bassins de retenue et les systèmes de pompage des eaux souterraines ont multiplié par trois l'approvisionnement hydrique mondial, ravitaillant des villes, des industries et des exploitations agricoles en perpétuelle croissance. Mais désormais les nappes phréatiques voient leur niveau baisser, les lacs s'assèchent et plusieurs fleuves ne parviennent même plus à leur embouchure maritime. Le phénomène n'épargne pas l'Italie : en 80 ans le débit du Tibre a décliné de 25%, celui du Flumendosa (Sardaigne) de 35% et celui de l'Arno de 45% ! Cette réduction est

---

<sup>2</sup> *La vie productive d'un puits de pétrole peut être représentée par une courbe. La phase ascendante correspond à la première période de forage et de mise en marche, suivie d'une période d'extraction abondante et bon marché car le puits est si plein que le pétrole jaillit facilement, parfois tout seul. Progressivement, la pression diminue et il devient nécessaire d'en ajouter de l'extérieur pour extraire l'or noir. Le puits atteint alors sa capacité productive maximale, appelée pic de production. Enfin commence la phase de production décroissante, avec des coûts toujours plus élevés, jusqu'à ce que l'exploitation ne soit plus rentable et le puits abandonné.*

<sup>3</sup> *Financial Times, Running on empty?, 20.05.2008 et Il manifesto, Se il petrolio va a picco, 25.05.2008*

<sup>4</sup> *Non solo petrolio, entretien avec Marco Pagani, Altreconomia décembre 2008*

<sup>5</sup> *Ibid.*

partiellement due aux changements climatiques : durant les vingt dernières années, en Italie, les pluies ont diminué de 25%.<sup>6</sup>

Nous abordons ainsi de front une autre nuisance, qui ne s'inscrit pas dans la catégorie des ressources, mais dans celles des détritiques. Un déchet invisible, dont nous percevons à peine l'odeur, inoffensif et en quelque sorte indispensable, mais catastrophique s'il dépasse certaines limites. Il s'agit de l'anhydride de carbone produit par les pots d'échappement des voitures, par les cheminées des usines et des centrales électriques, par les chaudières des systèmes de chauffage domestique. Grâce aux plantes et aux océans, la planète peut en absorber jusqu'à 11 millions de tonnes par année. Quant à nous, nous en produisons 26 millions. C'est cette différence qui, en s'accumulant depuis des décennies dans la stratosphère, provoque le réchauffement de la planète.<sup>7</sup> Pendant le dernier siècle, la variation a été de 0,7 degrés Celsius : un changement apparemment insignifiant, mais suffisant pour altérer les phénomènes complexes qui régissent le climat.

Pour notre malheur, le CO<sub>2</sub> n'est pas seulement impalpable, mais aussi très autonome, puisqu'il se dépose tout seul dans la déchetterie céleste. Quant aux détritiques solides, ils ne nous gratifient pas de la même amabilité : si l'éboueur ne les ramasse pas, ils s'accumulent dans les rues. Rien qu'en Italie, nous en produisons chaque année 550 kilos par habitant, une montagne que l'on ne sait plus où entreposer. Les pouvoirs publics sont en train de nous imposer des incinérateurs, tout en nous assurant qu'ils ne présentent aucun risque. En réalité, ces installations suscitent des inquiétudes, tant pour le CO<sub>2</sub> que pour la question des poussières fines. Appelées aussi « nanoparticules », elles s'infiltreront dans les poumons jusqu'aux alvéoles, pour s'incorporer à la circulation sanguine et irriguer ainsi tout le corps, provoquant partout altérations et tumeurs.

### **Chapitre 3. Une humanité en miettes**

Épuisement des ressources et accumulation des déchets sont les symptômes patents d'un système qui se dévore lui-même, alors que la moitié de la population mondiale n'a toujours pas connu le goût de la dignité humaine : crises sociale et environnementale fusionnant en une étreinte mortelle.

Selon la Banque Mondiale, ils sont trois milliards. Ils ressemblent à l'enfant nu assis en pleurs devant sa case; à l'homme au visage émacié et brûlé par le soleil qui, à l'aide de sa machette, essaie d'arracher un bout de terre à la forêt ; à la femme au corps amaigri, vêtue de haillons, piochant dans une montagne d'immondices à la recherche de nourriture. Ce sont les pauvres, les *pauvres absolus*, ceux qui, dans le langage glacé de l'économie, vivent quotidiennement avec moins de deux dollars. Transposé dans la langue de tout un chacun: ils n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Ils ne mangent guère plus d'une fois par jour, leur régime se

---

<sup>6</sup> [www.meteo.it](http://www.meteo.it)

<sup>7</sup> *Undp, Fighting climate change, 2007. Les données relatives aux émissions de CO<sub>2</sub> se réfèrent à la moyenne 2000-2005*

composant presque exclusivement de farineux et de légumes. La plupart d'entre eux boivent de l'eau tirée d'un puits ou d'un cours d'eau, ils n'ont accès à aucun équipement d'hygiène sanitaire. Ils vivent dans des baraques construites avec des matériaux de récupération ou utilisant des éléments naturels trouvés alentour. Ils n'ont que peu de vêtements et un niveau de scolarité extrêmement faible. En cas de maladie, ils n'ont pas les moyens de se soigner et sont contraints de s'endetter pour faire face à toute nécessité autre que celles liées à la simple survie.

Les *pauvres absolus* habitent des villages ruraux isolés et s'entassent dans les bidonvilles urbains. Ils tentent de joindre les deux bouts avec des boulots précaires, sous-payés, à la merci des patrons, des militaires et des commerçants. Nous les croisons chaque jour lors de nos achats, lorsque nous buvons un café, mangeons une banane ou enfilons des chaussures de sport. Ils ont le visage du paysan africain contraint de vendre à 20 cents de dollar le kilo de café que nous achèterons ensuite à 8 euros ; de l'enfant équatorien qui travaille 10 heures d'affilée dans la plantation de bananes pour un dollar et demi par jour ; de la jeune fille chinoise qui, pour 30 cents de dollar l'heure, confectionne les chaussures griffées que nous payons 120 euros. La première personne que nous rencontrons chaque matin, avant même d'avoir dit bonjour à notre conjoint, à notre compagne ou à nos enfants, c'est un paysan du Kenya ou un ouvrier agricole brésilien. Très probablement, un *pauvre absolu*.

La conscience de tout humain civilisé ne peut que se révolter contre un monde où les 20% les plus prospères profitent de 86% de la richesse produite, pendant que les 40% les plus pauvres doivent se contenter d'à peine 3%. Tous nous devons combattre une globalisation qui, au nom du libre marché, donne à des multinationales telles que Nestlé, Kraft ou Sara Lee le pouvoir de fixer le prix du café et du cacao à des tarifs de misère. C'est à nous de faire pression sur Nike, Adidas et toute entreprise qui délocalise, afin qu'elles payent des salaires dignes. Cependant, la lutte pour des règles plus équitables et des comportements plus scrupuleux ne suffit plus. Nous ne sommes plus au XX siècle, où l'on pouvait espérer créer un monde plus juste en amenant tous ses habitants à jouir de notre niveau de vie. Aujourd'hui, la planète est dans l'incapacité d'assurer à toutes les familles du monde l'usage d'une automobile, d'une machine à laver, une garde-robe pleine à craquer et un régime à base de viande. Il a été calculé que, si nous voulions étendre le niveau de vie des Etasuniens à tous les peuples de la Terre, il faudrait disposer de cinq planètes : une pour les terres agricoles, une pour les océans, une pour l'exploitation minière, une pour les forêts et une dernière comme décharge d'ordures<sup>8</sup>. N'ayant pas quatre planètes en réserve, c'est avec celle-ci il nous faut impérativement atteindre deux objectifs fondamentaux : laisser à nos enfants une Terre vivable et permettre aux pauvres de sortir rapidement de leur dénuement. Comme nous sommes tous en surpoids, un régime amaigrissant nous ferait le plus grand bien. Eux n'ont toujours pas atteint le poids idéal ; pour vivre dignement ils ont besoin de manger plus, de se vêtir plus, de se soigner plus, d'étudier plus, de voyager plus. Et ils ne pourront le faire que si nous, les adipeux, acceptons de nous soumettre à un régime amincissant. Parce qu'il y a désormais compétition pour des ressources raréfiées et un environnement déjà

---

<sup>8</sup> Données élaborées par le WWF, *Living Planet 2008*

bien compromis. La morale de l'histoire, c'est que nous ne pouvons plus parler de justice sans prendre en compte la notion de « soutenabilité ». La seule façon de conjuguer équité et durabilité réside dans la conversion des riches à la sobriété, à un mode de vie personnel et collectif plus parcimonieux, propre et lent, d'avantage en harmonie avec les cycles naturels. « *Vivre simplement, afin que les autres puissent simplement vivre* » proposait déjà Gandhi dans les années '40.

#### **Chapitre 4. Peu de biens. Être : zéro**

Au point où nous en sommes, la décroissance, la réduction, la modération, l'austérité ou la sobriété, quel que soit le nom qu'on lui donne, n'est plus une simple option ; il s'agit d'un passage obligé pour sauvegarder cette planète et cette humanité. Mais au royaume de la croissance, parler de réduction équivaut à un juron, une hérésie qui fait scandale et provoque la fuite. Tel un cauchemar qui renvoie aux temps obscurs où les hommes mouraient du tétanos, où l'on se tuait à la tâche pour la lessive et où l'on s'éclairait à la bougie, crevant de froid. Mais sobriété ne doit pas être confondue avec misère, tout comme le consumérisme ne doit pas être identifié au bien-être. Une réflexion linguistique nous servira de point de départ pour mettre de l'ordre dans les significations, pour clarifier les concepts et se débarrasser des lieux communs.

Il existe des termes auxquels nous attribuons une connotation positive, d'autres qui ont une valeur négative. Cela est plus souvent le fruit d'une simple association d'idées que d'un véritable raisonnement. Certains mots évoquent en nous des sensations agréables uniquement parce que nous les associons automatiquement à des situations plaisantes, d'autres sont porteurs d'angoisse car reliés à des pensées désagréables. En général, la consommation est perçue comme étant un concept positif, associé à l'idée d'une vie plus confortable, plus satisfaisante, plus heureuse. Mais est-ce vraiment le cas ? Dans les années '70 des enquêtes furent menées afin d'établir si la richesse était réellement source de bonheur. Ce fut la fin d'un mythe : toutes les recherches soulignèrent que l'augmentation du revenu n'était proportionnelle à une sensation accrue de bonheur que jusqu'à 10-15.000 dollars par année. Au delà de ce montant, même si la richesse augmente, la courbe du bonheur demeure constante.<sup>9</sup> En Angleterre, les personnes déclarant être « très satisfaites » de leur vie sont passées de 52% en 1957 à seulement 36% aujourd'hui.<sup>10</sup> Plusieurs chercheurs ont tenté de trouver une explication à ce qu'on a appelé le paradoxe du bonheur, en adoptant diverses perspectives. Un groupe s'est focalisé sur les désirs, ces besoins qui se développent davantage par le biais de stimulations et conditionnements externes que par leur surgissement spontané : choix imposés par la mode, le culte de la beauté, la folie des grandeurs et la convoitise. Tibor Scitovsky, un économiste américain, a démontré que le plaisir

---

<sup>9</sup> C'est à l'économiste Richard Easterlin que l'on doit, en 1974, les premières études sur les rapports entre revenu et bonheur ; le paradoxe du bonheur est aussi connu sous le nom de « paradoxe d'Easterlin ». Par la suite, le phénomène a également été étudié par Robert Frank et Daniel Kahneman.

<sup>10</sup> World Watch Institute, *State of the world*, 2008



procuré par ces formes de consommation est éphémère, il ne dure que le temps de la nouveauté puis fait place à la routine et à l'ennui<sup>11</sup>. Comme la publicité nous bombarde à journée longue de propositions consuméristes procurant un plaisir éphémère, ce n'est finalement pas le bonheur mais l'ennui qui l'emporte. Malgré l'absurdité de ce comportement, plus nous achetons, plus nous nous entourons d'objets qui nous ennuient et nous lassent. Ainsi, la croissance contribue à notre morosité.

Connu des toxicomanes sous l'appellation d'accoutumance, le phénomène de l'adaptation est un mécanisme également présent en pharmacologique. Avec le temps, la même quantité de drogue ne produit plus les effets escomptés. Pour planer, il faut alors augmenter les doses. Les consommateurs ont un comportement identique : pour renouveler les plaisirs, ils se procurent des produits nouveaux, de plus en plus coûteux. Véritable apothéose du marché, dont les ventes dépendent de l'insatisfaction permanente des consommateurs, et débâcle de l'humain qui, à courir un lièvre trop agile, se fait piéger dans un traquenard conduisant à une insatisfaction toujours plus profonde.

Pour nous induire en tentation, la publicité se complaît à l'évocation des sources de plaisir : sensualité, beauté, élégance, richesse. En revanche elle passe allègrement sous silence un léger détail : posséder ce dont elle chante les vertus nécessite de l'argent. Cette particularité n'échappe pourtant pas à tous ceux qui, pour relever le défi de l'hyperconsommation, acceptent de sacrifier au travail une grande part de leur temps. Le temps, combien peu d'importance nous lui accordons ! En 2007, *Bilanci di giustizia*, mouvement luttant pour une consommation responsable, a calculé le temps de travail nécessaire à l'achat de divers biens. Pour un salaire net de 10 euros l'heure, il faut travailler 18 heures (plus de deux jours) pour un téléphone portable coûtant 180 euros ; 40 heures pour un téléviseur à écran plat valant 400 euros, et pas moins de 1500 heures (six mois) pour acheter une voiture de moyenne cylindrée. Puisqu'il est question de voiture, son achat n'est que le début de l'engrenage. Pour pouvoir s'en servir, il faut encore s'acquitter des taxes de circulation, s'affilier à une assurance et bien sûr payer le carburant. Selon une étude menée en 2006 par la Fondation Caracciolo, une voiture requiert en moyenne 4445 euros par année, soit 440 heures de travail<sup>12</sup>. En y ajoutant le temps que nous passons dans la circulation, celui perdu à la recherche d'une place de parc ou les heures chez le garagiste, la voiture absorbe chaque année environ un millier d'heures de notre existence. Si l'on soumet au même calcul l'ensemble des objets de notre quotidien, on constate que nous vivons pour consommer. Il faut pour cela prendre en considération les quelque 10.000 objets que compte chaque habitation, contre les 236 qu'utilisaient les indiens Navajos<sup>13</sup>. Pour chacun d'eux, nous devons travailler, nous rendre au supermarché, le choisir, faire la queue à la caisse. Une fois rentrés, il faut le nettoyer, le dépoussiérer, lui trouver une place. Tout bien considéré, l'hyperconsommation est une galère qui nous pompe la vie.

---

<sup>11</sup> Tibor Scitovsky, *Joyless economy*, 1976

<sup>12</sup> Fondazione Caracciolo, *Mia carissima auto*, 2006

<sup>13</sup> Wuppertal Institute, *Futuro sostenibile*, 1997

Nous vivons habités par le malentendu que le bonheur dépend de la richesse, sacrifiant tout notre temps sur l'autel du pouvoir d'achat. On court, on s'épuise, on maudit le temps qui s'enfuit. Huit heures de travail ne suffisent plus, il faut faire des heures supplémentaires. Nous passons toujours plus de temps hors de notre foyer, au point de n'en plus disposer pour nous, pour notre couple, nos enfants, notre vie sociale. Il faut aller toujours plus vite. Les troubles du sommeil se multiplient, ainsi que les névroses, les crises conjugales, le mal-être, soignés à coup de psychotropes. 39% des Européens affirment souffrir du stress<sup>14</sup>. La petite délinquance des jeunes laissés à eux-mêmes est en augmentation, tout comme la solitude des enfants qui se consolent dans les bras du téléviseur. Selon une enquête menée en Italie en 2007, les enfants passent chaque jour 1h36 devant la télévision, 1h05 sur l'ordinateur et consacrent 55 minutes aux jeux vidéo.<sup>15</sup>

Voilà donc la deuxième source du mal-être propre à la société de croissance : des relations humaines déficientes, éphémères, transitoires. « Société liquide », telle que la définit Zygmunt Bauman, aux liens fragiles, instables et hâtifs, en perpétuelles formation et décomposition, telles des molécules d'eau. Des rapports interpersonnels consommés comme des crèmes glacées, à coups de langue pressés avant que tout ne fonde. L'usage du téléphone portable est à son zénith, les SMS envahissent l'espace dans l'illusion que la quantité puisse pallier le manque de qualité de la communication. Mais le principe du prêt à jeter ne peut s'appliquer aux relations humaines sans qu'un mal-être fasse rapidement surface, sous des formes diverses: dépression, anorexie, boulimie, alcoolisme, toxicodépendance, agressivité. La violence des jeunes elle-même résulte de cette fracture émotionnelle, et nous devrions nous indigner davantage de notre propre démission que du sadisme de certains de leurs actes. Lorsqu'en juin 2008, les journaux rapportèrent qu'une fillette de douze ans s'enfermait aux toilettes pour prendre d'elle-même des clichés sexy, dans le plus simple appareil, afin de les revendre à des camarades et gagner ainsi de quoi s'acheter des habits griffés, le psychiatre Paolo Crepet fut catégorique : « Il ne s'agit que du énième cas de solitude et de crise tels que les vivent les adolescents. Nous ne pouvons leur reprocher d'accorder davantage de prix à la mode qu'à leur propre dignité : c'est le monde des adultes qui a pété les plombs.» .

## **Deuxième partie.**

### **Que faire ?**

#### **Chapitre 5. Objectif « bien vivre »**

---

<sup>14</sup> Eurostat, *Key figures on health pocketbook EU15, 2001*

<sup>15</sup> *Indagine Sgw per l'associazione Moige, 2007*

Il est faux de croire que « plus » rime toujours avec « mieux », ou que la croissance est toujours synonyme de développement. Quand le corps est envahi par une tumeur maligne qui attaque le foie et les reins, comprimant le cerveau et déformant les traits du visage, il y a bien croissance, mais c'est celle de la maladie. Un maldéveloppement mortifère. Tout comme le cancer réaménage l'ensemble de l'organisme pour assurer son extension, le consumérisme redéfinit notre nature pour nous assujettir à ses fins et nous transformer en poubelles omnivores, en simples tubes digestifs à prise directe.

Nous n'avons que trop longtemps toléré cet affront. Il est temps de nous rebeller, de crier à la face des marchands que nous ne sommes pas des tas de viande que l'on peut, comme des grenouilles, contrôler au moyen de stimulations électriques. Il faut réaffirmer notre dignité de personnes, d'humains multidimensionnels. Notre réalité non seulement corporelle, mais aussi affective, intellectuelle, spirituelle, sociale. Le vrai bien-être requiert la satisfaction harmonieuse de toutes ces dimensions, sans que l'une l'emporte sur les autres, chacune ayant sa temporalité propre, son amplitude, ses exigences de qualité.

Martin Luther King affirmait que les principaux opposants à l'abolition de l'esclavage ne furent pas les blancs, mais les noirs, accoutumés à leur condition d'esclaves. Dans la même logique, alors que nous aurions tout intérêt à promouvoir le changement, ceux qui opposent les plus fortes résistances à cette nouvelle conception du bien-être c'est nous, qui vivons sous l'emprise du consumérisme et de l'argent. Nous sommes nés, avons grandi et vieilli dans le paradigme consumériste. S'en libérer n'est pas facile. Pour y parvenir, le meilleur moyen consiste à faire place nette, repartir de zéro en commençant par la question du langage.

Le bien-être est un concept magnifique. Il se réfère à « être », un mot qui désigne implicitement toutes les dimensions de la vie. Mais il signifie aussi « exister », d'où dérive le terme d'« existence », qu'on assimile à « conditions de vie », « niveau de revenu » (pensons par exemple à des expressions telles qu'« existence aisée » ou « existence pénible »). Sous l'influence du mercantilisme, l'accent a été mis sur cette deuxième acception du terme : aujourd'hui, « bien-être » est devenu synonyme de « bien-avoir ». Le sens de ce beau concept a ainsi été détourné par des intérêts économiques. Après des siècles de mésusage, mieux vaut abandonner l'espoir de lui faire retrouver sa signification première. Afin d'éviter tout malentendu, il est préférable d'employer un autre terme. Les peuples indigènes d'Amérique Latine en utilisent un, d'autant plus approprié qu'il ne se réfère pas à l'individu mais à la vie. Il s'agit de la notion de « bien vivre », que le peuple bolivien est allé jusqu'à inclure dans les principes de sa constitution.<sup>16</sup>

Il est des mots qui expriment tout un univers. Ils résument la philosophie d'une population, sa vision cosmique, ses valeurs. En langue aymara, un peuple de la cordillère andine, bien vivre se dit *sumaqamaña* : *suma* signifie « beau, gentil, bon, aimable » et a une valence superlative, « le meilleur bien imaginable » ; *qamaña* veut dire « habiter, vivre, demeurer », mais aussi « accueillir », car la vie est hospitalité. Vivre ne se borne donc pas à la sphère organique – le

---

<sup>16</sup> Article 8 de la nouvelle Constitution bolivienne, adoptée le 15 décembre 2007

cœur qui bat, les poumons qui respirent – mais inclut les dimensions humaine, sociale, environnementale, la relation à soi, le rapport à autrui, l'interaction avec l'ensemble de la création. Evo Morales, président de la Bolivie, a précisé que *sumaqamaña* n'est pas « vivre bien », mais plutôt « savoir vivre ensemble en se soutenant mutuellement ». Une vision solidaire en opposition à l'individualisme ambiant, l'idée du don contrastant avec les valeurs du marché, une conception exprimant le lien social comme antithèse à l'argent privé. Deux planètes à des années lumières l'une de l'autre et qui doivent se rencontrer dans l'intérêt de l'humanité.

D'un point de vue individuel, le « bien vivre » désigne une condition respectueuse des droits humains, de la qualité de vie et de l'environnement. Alimentation, eau, logement, santé, instruction, mais aussi insertion sociale, liberté politique et religieuse constituent certains des droits inaliénables du bien vivre relatifs aux sphères économique, sociale et politique. Temps de travail et de loisirs, distance entre lieux d'habitation et de travail, architecture et espaces urbains, formes d'habitat, accessibilité des services, présence d'espaces verts, perspectives d'action sociale et politique représentent quelques-uns des facteurs organisationnels ayant une incidence sur la qualité de vie. Ajoutons à cela la stabilité du climat, la qualité de l'air et de l'eau, l'état de santé des océans et des rivières, autant d'éléments constitutifs d'un environnement sain.

Abordons maintenant la question de fond, celle qui constitue notre principale préoccupation : est-il envisageable de réduire notre consommation de pétrole, de minéraux, d'eau et d'air, sans compromettre le bien vivre ? Selon nous, cela n'est pas seulement possible, mais absolument indispensable. Dans certains domaines, la qualité de vie ne dépend nullement des ressources disponibles, mais bien plutôt de facteurs organisationnels. Pour vivre bien dans une ville, il faut des espaces verts, des centres ville interdits aux voitures, des pistes cyclables, des transports publics adéquats, des petits magasins de proximité, des lieux conviviaux. Habiter bien requiert des immeubles de taille réduite disposant d'espaces et de services collectifs favorisant les échanges. Pour travailler bien, des activités redimensionnées doivent être judicieusement réparties sur le territoire afin d'éviter les déplacements pendulaires et favoriser la participation. Pour de bonnes relations humaines, il importe de réduire le temps de travail, d'instaurer des moments sans télévision, de concevoir une économie pacifiée promouvant le dialogue et réduisant les tensions familiales. Tout cela ne requiert pas un seul baril de pétrole, mais de la volonté politique.

Dans d'autres domaines par contre, ceux relatifs à la protection de l'environnement, la réduction des barils de pétrole est essentielle. Si nous souhaitons abaisser le taux de CO<sub>2</sub>, il faut réduire la production d'énergie en provenance de centrales alimentées par des combustibles fossiles. Nous devons diminuer le nombre de voitures en circulation ainsi que les kilomètres parcourus par les marchandises. Il nous faut adopter un style de vie sobre, autrement dit tenter de satisfaire nos besoins en réduisant au minimum la consommation des ressources naturelles et la production de déchets.

## **Chapitre 6. L'éco-efficience c'est bien, mais on peut mieux faire**

L'alerte climatique et la menace d'épuisement des ressources sont connues depuis longtemps, mais le système a toujours refusé l'idée d'une réduction. Il prône une solution basée sur l'innovation technologique, la mise à point d'outils et de processus productifs toujours plus performants nécessitant toujours moins de ressources naturelles et d'énergies. L'éco-efficience est certainement l'une des voies possibles où s'engager, mais cela ne suffit pas. Nombre d'économistes ont montré qu'il ne sert à rien de fabriquer des objets écologiquement plus performants, si dans le même temps on en produit un nombre toujours plus grand.

William Stanley Jevons, un économiste anglais, était arrivé à la même conclusion à la fin du XIXe siècle déjà. Son analyse portait sur les chaudières à vapeur, dont la technologie ne cessait de s'améliorer. Chaque année, les chaudières produites étaient plus performantes, ce qui aurait dû entraîner une baisse de la consommation de charbon. C'est en effet ce qu'il advint au niveau de chaque chaudière prise individuellement ; cependant, à l'échelle nationale, la consommation augmenta en raison du plus grand nombre de chaudières en activité.

Nommé « effet rebond » ou « paradoxe de Jevons », ce phénomène est aujourd'hui très clairement identifiable. Bien que vivant à l'ère de l'ordinateur et de l'économie dite immatérielle, les pays riches ne cessent d'accroître leur consommation d'énergie et de ressources. De 1995 à 2005, la consommation énergétique italienne a crû de 14% et les émissions de CO2 ont augmenté de 12%. Au sein de l'Union Européenne, la consommation nette de ressources (minéraux, combustibles, biomasse) est passée de 15,9 tonnes par habitant à 17,5 t depuis le début du siècle, en augmentation de 10%, alors que pendant la même période la création de chaque euro de richesse nécessitait 39% de ressources en moins.<sup>17</sup> Que cela nous plaise ou non, il n'y a pas d'autre issue que la sobriété.

## **Chapitre 7. Les chemins de la sobriété**

Dans la vie de tous les jours, la sobriété se manifeste par des choix modestes tels que moins de voiture et plus de vélo, moins de transports privés et plus de transport en commun, moins de viande et plus de légumes, moins de produits mondialisés et plus de produits locaux, moins de snacks industriels et plus de sandwiches faits maison, moins de surgelés et plus de produits de saison, moins d'eau en bouteille et plus d'eau du robinet, moins d'aliments précuits et plus de temps en cuisine, moins de marchandises préemballées et plus de produits en vrac, moins de conteneurs jetables et plus de boissons en bouteilles ou à la pression. Schématiquement, la sobriété peut se résumer en dix conseils :

1. Évitez les marchandises à usage unique. C'est la forme de consommation qui gaspille le plus et produit le plus de déchets.

---

<sup>17</sup> 1. Wuppertal Institute, Resource Use in European countries, 2003

2. Renoncez à l'inutile. Avant d'acheter n'importe quel objet, demandez-vous si vous en avez vraiment besoin, ou si vous êtes en train de céder au conditionnement publicitaire (bouteilles d'eau, habits à la mode, téléphone portable dernier cri...).
3. Privilégiez le marché de l'occasion. Si vous avez besoin de quelque chose, ne vous hâtez pas d'acheter du neuf. Consultez d'abord vos parents et vos amis pour savoir s'ils peuvent vous donner (ou si vous pouvez emprunter) ce que vous cherchez.
4. Consommez avec le moins de déchets possible. Lors des courses, soyez attentifs aux emballages. Préférez les emballages légers, les boîtes réutilisables, les matériaux recyclables.
5. Autoproduisez. En préparant vous-même votre yaourt, vos confitures, vos desserts et tout ce dont vous êtes capables, vous épargnez des kilomètres et des emballages.
6. Consommez local et naturel. Les achats de proximité et les produits biologiques soutiennent les emplois et préservent l'environnement.
7. Consommez collectif. C'est la meilleure façon de permettre au plus grand nombre de satisfaire ses besoins tout en minimisant la consommation de ressources et d'énergies. Outre le bus et le train, vous pouvez partager bon nombre d'autres biens durables : voiture, vélo, aspirateur, perceuse, lave-linge, etc.
8. Réparez et recyclez. En allongeant la durée de vie de vos objets, vous économisez les ressources et réduisez les déchets.
9. Diminuez votre facture énergétique. Se déplacer à vélo, isoler sa maison, investir dans les énergies renouvelables, utiliser des appareils électroménagers efficaces et s'en servir avec mesure vous permet de réduire votre consommation d'énergie avec à la clé un double bénéfice : pour les ressources énergétiques et pour votre porte-monnaie.
10. Récupérez les déchets. Une pratique correcte de la récupération et du tri donne aux déchets la possibilité de vivre une deuxième vie.

## **Chapitre 8. Alerte emploi et services**

Alors que diverses expériences personnelles et collectives prouvent que la sobriété est possible et libératrice, ses répercussions sociales continuent d'inquiéter. Que les syndicats et les partis de gauche se soient, bien avant les entreprises, opposés à la décroissance ne relève pas du hasard. Leurs soucis concernent la justice sociale, l'emploi, les services publics, tantôt en raison de difficultés réelles, tantôt par simple anachronisme. Dans les milieux marxistes sont en encore en vigueur des slogans pathétiques tels que « on ne peut pas distribuer la pauvreté », ou encore « il faut d'abord produire la richesse, avant de pouvoir la redistribuer ». Ces affirmations, valables à l'époque préindustrielle, ne le sont plus aujourd'hui, dans une société opulente qui n'a que trop de richesses à distribuer.

Les préoccupations concernant l'emploi et des services publics paraissent plus pertinentes : si nous consommons moins, que deviendront les places de travail ? Avec un véritable programme de recyclage nous pourrions certes créer des milliers d'emplois : certains se chargeant de la

récupération à domicile, d'autres triant les objets pour séparer ce qui est réparable de l'inutilisable, certains s'occupant de la récupération du plastique, des métaux, du bois, d'autres encore travaillant à la récupération industrielle des matières premières. Le Bureau International du recyclage de Bruxelles a calculé que ce secteur occupe à l'échelle mondiale un million et demi de personnes pour une facturation totale de 160 milliards de dollars.<sup>18</sup> Et ces chiffres ne seraient qu'une sous-estimation, selon l'agence de l'ONU pour l'environnement (UNEP), qui affirme qu'uniquement aux Etats-Unis, au Brésil et en Chine les différentes formes de recyclage emploient douze millions de personnes.<sup>19</sup>

Il faut aussi considérer qu'une plus grande sensibilité écologique génère des emplois grâce au renforcement de secteurs tels que l'épuration, le soutien aux entreprises en vue d'améliorer leur efficacité énergétique, le développement d'énergies alternatives, l'agriculture biologique, la protection du territoire et des forêts. Cependant, force est de reconnaître que le solde entre places de travail créées et perdues serait négatif. Si on arrêtait d'utiliser la voiture, si on cessait de remplir nos armoires d'habits inutiles et nos caddies d'emballages en plastique absurdes, si on réparait nous-même nos appareils électroménagers plutôt que de les jeter, si on interdisait la publicité, des milliers d'emplois, peut-être des millions, disparaîtraient. Tout comme nous les perdrons si on ferme les entreprises d'armement, les usines chimiques dispensatrices de cancers, les fabriques de pesticides qui empoisonnent les terrains agricoles et les nappes phréatiques. Il s'agit d'une étape nécessaire, mais qui pose problème.

Si nous produisons moins, et si par conséquent nous gagnons moins, qui fournira à l'Etat l'argent nécessaire à l'instruction, à la santé, à la mobilité, aux transports publics ? D'autant que, les impôts étant devenus de plus en plus impopulaires, les pauvres les payent à contrecœur et les riches encore moins volontiers. Et pourtant, nous appelons tous de nos vœux un système de santé efficace, des écoles de qualité, des trains propres et ponctuels, des procès rapides, une bureaucratie performante. Peu d'impôts et des services nombreux, tel est notre désir, le beurre et l'argent du beurre.

Cela, les politiciens ne l'ignorent pas : le lapin qu'ils sortent de leur chapeau comme par magie se nomme la croissance. Avec une taxe de 10% sur une richesse de 1000, on encaisse 100, alors que la même taxe sur une richesse de 10000 permet de récolter 1000. Une même taxe génère un revenu plus élevé à mesure que grandit le gâteau sur lequel nous opérons le prélèvement. D'où la conclusion de tous les gouvernements, de gauche ou de droite : « Vous souhaitez de nombreux services et des taux d'imposition bas ? Eh bien, faisons croître l'économie. ».

Tant qu'il existait des marges de croissance, le raisonnement coulait de source. Mais comment s'organiser aujourd'hui, face à l'impossibilité de la croissance et à la nécessité d'une réduction ?

## **Chapitre 9. L'économie des trois maisonnettes**

---

<sup>18</sup> *World Watch Institute, State of the world 2004*

<sup>19</sup> *UNEP, Green jobs: towards decent work in a sustainable, low carbon world, 2008*

Pour concilier soutenabilité, plein emploi et droits pour tous, trois bouleversements sont indispensables : politique, culturel et organisationnel. Pour ce qui est du politique, il s'agit de redéfinir les choix économiques de la société : public ou privé ? Local ou global ? Grand ou petit ? Lent ou rapide ? Centralisé ou décentralisé ? Intuitivement, le bien vivre semble nécessiter davantage de solidarité et moins de marché, plus de local et moins de global, plus d'autogestion et moins d'argent, plus de collectif et moins de privé. Cependant seule l'expérience nous permettra de vérifier si cette impression initiale est correcte.

Sous l'angle culturel, il faut accepter de revoir notre façon de considérer les grands thèmes de l'économie : le bien-être, la science, la technologie, la nature. On doit notamment se convaincre que le travail est un faux problème. Notre ambition n'est pas de nous tuer à la tâche, mais d'avoir accès à la nourriture, à un logement, aux soins médicaux, à l'instruction, ainsi qu'à la satisfaction de tous nos autres besoins vitaux. Dans un système mercantiliste, la seule possibilité d'y accéder consiste à tout acheter, et puisque cet achat nécessite de l'argent, nous concevons le travail comme une question de vie ou de mort. Mais s'il existait un système qui nous garantisse ces sécurités sans avoir à les payer, le travail salarié et la croissance perdraient toute importance à nos yeux.

La dépendance à l'argent pose également problème dans le domaine public. Aujourd'hui, l'économie publique est étroitement dépendante de la croissance parce qu'elle a besoin d'argent pour fonctionner, d'impôts élevés pour obtenir cet argent, et d'une économie en croissance pour permettre aux contribuables de payer leur dû. Une fois de plus, le problème c'est l'argent ; à nouveau, la solution consiste à s'en débarrasser. Affranchissons l'économie publique des contraintes financières et nous la libérerons des chaînes de la croissance. C'est là un exemple qui illustre la nécessité d'une troisième transformation majeure, de nature organisationnelle.

Nouvelles stratégies, mutation culturelle, changement organisationnel ne sont possibles que si nous reprenons tout depuis le début, si nous repartons des questions fondamentales : pour qui et pour quoi l'économie doit-elle être organisée ? Pour les marchands ou pour les citoyens ? Pour avoir ou pour être ? Pour les privilèges d'une minorité ou pour les besoins collectifs ? Dans le respect de la planète ou dans l'optique du pillage ? Si la réponse est que l'économie doit être organisée pour les gens, alors il faut repenser le système économique en partant des besoins. Comme nous le verrons à partir de la page 42, les besoins se divisent en deux catégories : les besoins fondamentaux et les désirs. La satisfaction des premiers doit être garantie à tous parce qu'ils sont constitutifs de la dignité humaine. Les seconds sont des options personnelles qui dépendent des goûts et des exigences individuelles. Par conséquent, les besoins relèvent de la solidarité collective, les désirs du marché. On peut donc en conclure que l'économie doit s'organiser en distinguant objectifs et moyens. Il ne s'agit pas d'utiliser le même outil pour tout, mais de mettre œuvre, pour chaque objectif, un outil spécifique. Prenons un menuisier : dans sa boîte à outils se trouvent une scie, un tournevis, un marteau. Quand il doit couper une planche, il se sert de la scie. Quand il doit enfoncer un clou, du marteau. Quand il doit démonter un meuble,



du tournevis. Il n'utilise pas le marteau pour tout : si c'était le cas, ce ne serait pas un menuisier, mais un démolisseur fou.

Dans l'économie capitaliste, cette logique élémentaire se trouve court-circuitée, vu que le marché a été érigé en dogme. C'est l'outil roi, la panacée pour toutes les situations, le pivot autour duquel évolue l'économie entière. C'est le tyran dont tout dépend : notre travail, notre salaire, le bon fonctionnement de l'économie publique. En fait, c'est comme si l'on avait construit un bâtiment qui ne s'appuierait que sur un seul pilier.

Il s'agit d'une dépendance absurde et dangereuse, non seulement parce qu'à chaque fois que nous voulons construire une nouvelle pièce, nous devons gaspiller du béton pour renforcer la colonne portante, mais surtout parce que si le pilier cède, c'est tout le bâtiment qui s'effondre. C'est ainsi que, lors des périodes de récession, nous constatons que la crise ne se borne pas au marché mais s'étend à tout le système : la consommation décroît, l'emploi se raréfie, les services publics sont menacés.

Ce lien périlleux ne relève pas d'une loi naturelle, mais de l'arrogance des marchands qui ont contraint l'ensemble de l'économie à se structurer autour de leurs intérêts. Huit siècles de colonisation mentale nous ont gavés de culture commerciale, nous ne raisonnons plus qu'en termes d'argent, nous n'envisageons la richesse d'un pays qu'à travers ses marchandises, nous ne savons imaginer un espace économique autre que celui du marché, de l'offre et de la demande. Notre pensée fonctionne désormais à sens unique, les seules attitudes concevables sont l'avidité, l'intérêt personnel, la recherche du profit. Des valeurs telles que le don, la gratuité, l'amitié, la solidarité sont oubliées, voire ridiculisées, tout juste bonnes pour le catéchisme dispensé aux enfants. La politique elle-même ne joue plus le même rôle. Autrefois, sa mission consistait à gérer le bien commun dans l'intérêt des citoyens. Aujourd'hui, elle a pour tâche de soutenir les marchés, de leur assurer des marges de croissance et de souscrire à un fonctionnement sans autre contrainte que le respect virtuel d'un pseudo-code d'honneur plus connu sous l'appellation de « concurrence ». Le marché est toujours blanchi, justifié, défendu, même quand il met en danger la stabilité du système au nom de l'avidité. La crise économique de 2008 nous en a fourni une nouvelle preuve, exhibant sur toute la planète des gouvernements prêts à déboursier des centaines de milliards d'euros dans le seul but de secourir des banques au bord de la faillite pour avoir géré comme au poker l'argent de leurs clients. Et cela, sans qu'un seul manager ait comparu devant une cour.

Le seul moyen de libérer de la croissance notre vie privée comme l'économie publique est d'accéder à l'autonomie. Cessons de concevoir l'économie comme un palais bâti sur un unique pilier mais pensons la plutôt comme un village composé de plusieurs maisonnettes, totalement indépendantes les unes des autres, avec leurs propres générateurs de courant, leurs propres puits, leurs magasins. Si une maison s'effondre ou est privée de lumière, les autres demeurent indemnes et continuent d'offrir des conditions d'habitation sûres. Nous voici donc face à l'économie de trois petites maisons : celle de l'autoproduction, celle de la solidarité collective,

celle des échanges marchands. Chacune avec ses responsabilités, son autonomie et ses mécanismes de fonctionnement.

## **Chapitre 10. La maison de l'autoproduction**

Au pays des marchands, l'autoproduction est regardée de travers. On la considère comme un ennemi parce qu'elle entrave les affaires et procure aux gens une plus grande liberté. Chaque fois qu'on produit quelque chose soi-même, on affaiblit le marché et diminue l'emprise du travail salarié, puisqu'on s'affranchit de l'argent. Tel est le mépris du système pour l'autoproduction qu'elle ne figure même pas dans le PIB, le produit intérieur brut, qui comptabilise les richesses créées dans un pays. Le PIB prend en compte jusqu'aux boutons et aux épingles, mais il ignore le travail domestique effectué pour le ménage, la cuisine, la lessive, l'éducation des enfants et l'assistance aux personnes âgées. Tous travaux pourtant indispensables, faute de quoi nous serions sales, souffrant de dysenterie, nos maisons envahies par les rats et les villes par les enfants des rues. Selon une étude française assez ancienne, ces activités représentent les 3/5 de l'ensemble du travail accompli par les humains, mais elles ne figurent pas dans le PIB simplement parce qu'il s'agit de travail gratuit, non rémunéré.<sup>20</sup> Par contre, on comptabilise le travail de l'ouvrier qui fabrique des mines antipersonnel, du chimiste qui produit des pesticides, du marchand de tabac qui vend du cancer, du croupier qui fait tourner la roulette, parce que chacun d'eux reçoit une rétribution sous forme monétaire. Utile ou inutile, bénéfique ou nuisible, le PIB ne fait pas la différence, à condition qu'il s'agisse d'emplois qui s'insèrent dans le fonctionnement du marché.

Au XXème siècle, faucille et marteau étaient les symboles de la révolution ; aujourd'hui, ce sont sans doute le tournevis et le pinceau. Le premier, symbole d'auto-réparation, le second, d'auto-entretien. Outils emblématiques de l'autoproduction permettant d'attester que l'économie ne doit pas être au service du marché, mais de la personne. Travailler, produire, consommer non pour enrichir les marchands, mais pour permettre à chacun de satisfaire ses besoins de la façon la plus sûre pour soi, pour les autres, pour l'environnement. Autonomie et indépendance sont des mots oubliés par ce système, alors que la première loi d'une économie organisée en fonction de l'humain, consiste à créer les conditions pour que les gens puissent se prendre en charge sans être soumis aux tentations et aux chantages de la société de consommation. En 1789, une révolution s'opposa à l'absolutisme du roi. Aujourd'hui, elle doit s'opposer à l'absolutisme du marché. À cette idéologie qui vise à nous réduire au statut d'esclaves se vendant sur le marché du travail, afin de gagner les quelques sous qui leur permettront ensuite d'accéder à un autre marché, celui des marchandises, où ils pourront dépenser leur salaire et se retrouver à la case départ. Les marchands savent cependant que le passage de la condition d'individu libre au statut de salarié n'est pas spontané. C'est pourquoi, dès le début de la révolution industrielle, ils ont mis en oeuvre une stratégie de spoliation pour contrôler le processus de soumission. Ils ont

---

<sup>20</sup> Adret, *Travailler deux heures par jour*, 1977

commencé par l'expropriation des terres, ont poursuivi avec le rapt des savoirs et en sont venus à la confiscation de l'estime de soi. Une fois persuadée qu'elle est incapable de se moucher et qu'elle n'a d'autre moyen de subsistance que d'acheter tout ce dont elle a besoin, une marionnette acceptera n'importe quel travail dans un esprit de totale soumission. Toute forme d'embauche lui conviendra, elle ne s'inscrira à aucun syndicat, ne revendiquera aucun droit. Dans ces conditions, le patron n'est plus perçu comme un exploiteur, mais comme un bienfaiteur.

Pain, confitures, pulls, jardin-potager, réparations : les choses que nous pouvons faire nous-mêmes sont multiples. De ces deux possibilités, laquelle est la plus raisonnable : rechercher un emploi nous permettant de gagner 5000 euros pour payer un entreprise de peinture, ou peindre nous-mêmes notre maison ? La seconde solution, qui court-circuite le marché, est à n'en pas douter celle qui nous assure sécurité et liberté. Plus nous saurons faire de choses nous-mêmes, moins nous aurons besoin d'argent ; moins nous aurons besoin de travail rémunéré, moins besoin d'accroître la consommation d'autrui, moins nous serons dépendants du marché et des décisions d'investissement des marchands. Jouissant finalement d'une plus grande liberté, maîtres de notre vie, mais éprouvant aussi plus de satisfaction, car l'autoproduction procure des sentiments inconnus à qui travaille pour enrichir quelqu'un d'autre. Notamment le plaisir de planifier et d'organiser son labeur comme on le souhaite, la joie de mener à bien un projet, la satisfaction de jouir directement du fruit de ses efforts.

Les moins jeunes se souviennent qu'après la deuxième guerre mondiale, beaucoup de familles construisaient elles-mêmes leurs maisons. Aujourd'hui, c'est devenu très rare parce que nous avons perdu le goût du travail manuel. Pourtant, il ne serait pas impossible d'y revenir, il suffirait de réformer l'école, que les concepteurs des programmes scolaires cessent de mépriser le travail manuel et de nous prendre pour des monstres à la tête enflée, mais dépourvus de mains. Les mains calleuses d'un garçon de 15 ans nous effrayent, car elles nous renvoient à l'école qu'il n'a pas pu suivre et à l'exploitation dont il a été victime.

Mais les mains fluettes, pâles et transparentes de nombreux adolescents sont tout aussi impressionnantes, car elles véhiculent une image de mort. Celle notamment du savoir-faire, dans la mesure où beaucoup de jeunes ne savent même plus manier un marteau. Il s'agit d'une forme de handicap, car celui qui ne sait pas se servir de ses mains vit une sorte d'amputation. C'est à l'école de remédier à cette lacune. Son rôle ne se résume pas à la transmission de savoirs, elle doit éduquer les jeunes à être des personnes libres, souveraines et maîtresses d'elles-mêmes à tous points de vue, y compris celui de savoir accomplir les activités les plus communes de l'existence. C'est pourquoi il faudrait consacrer plus de temps au développement des capacités manuelles.

Dans la même logique, il faudrait insister davantage sur les questions liées à la santé. Plusieurs d'entre nous n'ont aucune conscience de leurs corps, ils ne savent ni comment il est fait ni comment il fonctionne. Ils vivent avec, sans l'avoir jamais découvert. Ils ne prennent conscience de son existence que lorsque quelque chose ne va pas, pour s'adresser alors au médecin dans une

attitude de totale soumission, ne comprenant même pas ce qu'on leur répond. La santé est notre bien le plus précieux, mais plus que les recommandations du médecin elle requiert une alimentation saine, une bonne hygiène personnelle, la capacité d'interpréter à temps les signaux que l'organisme nous envoie. Bref, notre santé dépend de notre capacité à nous autogérer. C'est une dimension particulière de l'autoproduction qui s'exerce davantage par le biais des connaissances que des actions. Ce savoir, c'est à l'école de nous le transmettre, et elle ne le fera que si elle se met au service de l'humain et non du marché.

Le message de l'autoproduction traduit le désir impérieux d'aller à l'essentiel, une envie de liberté, de durabilité, trois objectifs qui peuvent être atteints si l'autoproduction s'insère dans un système d'échange. Un marché à l'ancienne, non pas entre qui a le pouvoir et qui le subit, mais entre pairs. Non entre vendeur et client, mais entre producteurs. Des échanges de proximité, entre habitants d'un même immeuble, d'un même quartier : tu ré pares mon vélo et je t'offre un gâteau, tu dépannes mon lave-linge et je t'offre des légumes de mon potager. Pas uniquement le troc d'objets, mais des échanges de services comme les pratiquent les SEL (Systèmes d'échange locaux) et comme cela se passe dans plus de 300 villes italiennes ([www.tempomat.it](http://www.tempomat.it)).

## **Chapitre 11. La maison de la solidarité collective**

L'autoproduction constitue une excellente solution dans tous les domaines, et il en est de multiples, où la technologie n'a que peu d'importance, là où priment l'expérience et le savoir faire. Cependant, dès qu'on a besoin d'un objet ou d'un service plus sophistiqués, on a recours aux formes de production organisées. Si les structures productives dont nous avons besoin sont nombreuses, elles se résument cependant à deux grandes familles : les services publics et les entreprises privées. Mais quand doit-on recourir aux premiers et que confier aux autres ? Pour en décider, il faut partir des besoins. Les besoins sociaux ne sont pas tous identiques : certains sont plus importants car ils correspondent à des exigences vitales aux niveaux physique, psychique, sociétal. L'air qu'on respire, l'eau potable et celle avec laquelle nous nous lavons, les aliments qui nous nourrissent, les habits dont nous sommes vêtus, le toit qui nous abrite, le feu qui nous réchauffe et nous permet de cuisiner, mais aussi l'enseignement pour s'instruire et se cultiver, les médicaments pour se soigner, le train pour voyager, le téléphone pour communiquer, sont autant de nécessités dont nous ne pouvons nous passer parce qu'ils sont inhérents à notre dignité personnelle. Nous les regroupons d'ailleurs sous l'appellation de besoins fondamentaux, considérés comme des droits, c'est-à-dire des exigences auxquelles tout le monde doit pouvoir accéder, riches et pauvres, hommes et femmes, jeunes et vieux, blancs et noirs.

Puisqu'ils appartiennent à tous, ces droits ne peuvent dépendre du marché. Avec ses milliers, ses millions d'entreprises de toute taille et de tous secteurs d'activité économique, le marché est insurpassable : il propose une palette d'offres répondant à toutes les demandes imaginables : biens essentiels et produits de luxe, objets communs et pièces uniques, produits légaux et illégaux, engins de paix et de guerre. Mais puisqu'il existe partout des règles, le marché a aussi

les siennes : il peut tout offrir, à condition d'avoir les moyens de payer. On prend alors conscience du fait que le marché n'est pas accessible à tout le monde, mais exclusivement à ceux qui ont de l'argent. Qui en possède bénéficie toujours d'un accueil grandiose, on le courtise et l'honore ; qui n'en a pas est refusé, exclu, méprisé.

Les droits ne relèvent pas du marché, mais de la solidarité collective. Mieux, ils sont partie intégrante d'une communauté structurée autour d'un pacte interne qui les garantit à tous grâce à la contribution de chacun. Les possédants payent aussi pour ceux qui n'ont rien, puisque les fortunes sont souvent le fruit de la sueur et de la misère d'autrui. Cependant, les mécanismes fiscaux de redistribution présentent le défaut de faire dépendre les ressources à disposition de la collectivité de la bonne marche de l'économie. Quand celle-ci se porte bien, la communauté est prospère et offre de nombreux services. Si par contre elle va mal, la société dispose de moyens réduits : elle est moins présente, à l'instant précis où on en aurait le plus besoin. La solidarité collective ne nous est pas utile quand nous sommes en bonne santé et disposons d'un emploi stable et bien rémunéré. Nous en avons besoin lorsque nous sommes malades ou au chômage. C'est pourquoi la récession nous effraie et nous fait implorer le ciel pour que l'économie se remette à croître.

Tant qu'il existait des marges de croissance, il n'y avait pas de problèmes. Mais aujourd'hui, devenus des pachydermes ayant atteint leurs limites, quelle stratégie allons-nous adopter ? La solution réside dans l'autonomie, que nous atteindrons en renonçant à l'argent, ou au moins en redimensionnant son usage, avec le passage à une économie publique basée non plus sur l'imposition du revenu, mais sur une taxation du temps. Chacun offrirait une partie de son temps au bénéfice d'un service public, puisque le travail constitue la ressource la plus abondante dont nous disposons et la source de toute richesse. Cela n'impliquerait pas l'abolition totale du système fiscal, mais le changement radical de sa finalité : les impôts ne représenteraient plus la source de financement de l'économie publique, mais deviendraient l'outil de régulation de notre troisième maison, celle du marché, incitant les consommateurs et les entreprises à effectuer des choix respectant l'environnement et la société.

Biens et services gratuits, en échange de travail gratuit. Cela peut paraître utopique, alors qu'en réalité il s'agit d'une idée assez anodine, une pratique très courante dans certains domaines. Prenons le service de la voirie : le travail ne commence pas dans la rue, mais à la maison. Quand nous décidons de trier les déchets en mettant les bouteilles avec le verre, les journaux avec le vieux papier, les épiluchures dans le compost, les emballages avec le plastic, nous mettons en œuvre la première phase de la récolte. Pour que le reste puisse fonctionner sans entraves, il faut que cette première étape soit faite correctement. Un autre exemple concerne le service d'aide à domicile : lorsque nous gardons à la maison une personne âgée qui ne peut plus quitter son lit et que nous l'assistons en suivant les indications du personnel socio-sanitaire, nous entamons en quelque sorte une collaboration avec ce service. Et quand les services sociaux placent un enfant chez des parents adoptifs, ils insistent sur le fait que les problèmes ne se résolvent (ou sont évités) que si l'ensemble de la communauté est disposée à s'impliquer activement. D'ailleurs, le

bénévolat est une activité pratiquée par au moins 15% des Italiens : certains aident les malades à s'alimenter, d'autres combattent les incendies, d'autres encore nettoient les plages, recueillent des blessés ou servent la soupe dans les restos du cœur. Et qu'est-ce que le bénévolat, sinon un service gratuit mis à disposition de la collectivité ? Neuf millions d'Italiens nous communiquent ainsi qu'ils ne se contentent plus de rapports sociaux basés sur l'argent. Ils veulent un contact direct, être impliqués, participer, parce que c'est cela qui leur procure satisfaction et estime de soi. Alors pourquoi ne pas commencer à institutionnaliser le bénévolat en introduisant un service civil obligatoire pour tous les gens dans leur vingtième année ? Nous disposerions ainsi, et de façon permanente, d'un nombre impressionnant de personnes qui contribueraient à résoudre quantité de problèmes sociaux et environnementaux. Sans compter l'impact éducatif qu'une telle activité au service de la collectivité aurait sur les jeunes, recréant enfin chez eux un sentiment d'appartenance et d'implication communautaire, deux éléments-clés de l'esprit civique.

D'avantage qu'un loisir, la participation directe est en train de devenir une nécessité. Pour de multiples raisons, les finances communales s'amenuisent toujours plus, menaçant les services existants. L'implication directe des citoyens et le pari de la créativité apparaissent comme les uniques solutions possibles. En juillet 2004, suite à une énième réduction des finances, la mairie de Vervio (en Valtellina) décida de s'occuper elle-même des travaux publics. Le syndic et les conseillers communaux se convertirent en employés du service des routes: ils montèrent à bord d'une fourgonnette équipée d'un groupe électrogène et, rue par rue, repeignirent les passages pour piétons, les signaux d'arrêt ainsi que le reste de la signalisation routière. Interviewé par un journaliste, le maire Giuseppe Saligari expliqua ainsi leur initiative : « Même si notre commune ne compte que 243 habitants, nous aurions besoin de 50.000 euros supplémentaires pour les travaux les plus urgents. Malheureusement, le gouvernement non seulement ne nous donne pas d'argent, mais il nous en prend. Alors nous avons décidé d'agir nous-mêmes ». Cette expérience pourrait représenter un exemple à suivre pour toutes les communes d'Italie : les habitants pourraient prendre eux-mêmes soin de leurs rues, de leurs jardins publics, de la circulation, de la sécurité sociale. Certaines fonctions ne requièrent aucun diplôme, juste le sens des responsabilités.

Depuis que les médias présentent la petite criminalité comme le problème de notre temps, des patrouilles nocturnes de citoyens ont été instituées dans plusieurs villes pour assurer la sécurité de proximité. S'il est triste que l'esprit communautaire ne se manifeste que lorsqu'il s'agit de protéger nos biens, ou pire encore pour tabasser les indésirables, cela démontre néanmoins que l'idée d'une implication directe des citoyens pour la poursuite d'intérêts communs est bel et bien vivante. Toute la question est d'identifier les objectifs pour lesquels il vaut la peine de se mobiliser : à coup sûr, l'intégration devrait prendre le pas sur la répression. Il est exclu que des meutes de nettoyage ethnique se mettent à ratisser les rues pour casser du migrant et prendre en chasse les homosexuels. A contrario, il faut promouvoir la création d'observatoires civils composés de membres de la communauté veillant sur les banlieues afin d'identifier les personnes dans le besoin et activer les instruments de solidarité collective. Il est irréaliste de croire que les

services et structures spécialisées permettront seuls d'éliminer les situations de marginalité ; la collectivité se doit d'être attentive au tissu social, favoriser la création de liens, intervenir, soutenir. Les personnes atteintes de troubles psychiques en sont une bonne illustration. Comme nous l'a appris Franco Basaglia, l'alternative à l'asile psychiatrique est un service d'aide à domicile compétent, associé à une attitude bienveillante et aidante du voisinage. C'est la même solidarité dont ont besoin les personnes âgées. La plupart d'entre elles ne nécessitent pas de soins spécialisés, mais un simple coup de main domestique que chacun est en mesure de fournir. Si les familles de chaque immeuble se mettaient d'accord, elles pourraient prendre en charge les quelques habitants âgés non autonomes. Il suffirait pour ce faire d'organiser la préparation des repas, de planifier les nettoyages domestiques, les courses et l'aide sanitaire. En échange, les seniors les plus valides pourraient accompagner les enfants dans des crèches de quartier (ou d'immeuble) autogérées. En Danemark, cela existe, et d'ailleurs, face à l'absence des services publics, il arrive même en Italie que des couples s'entendent pour garder les enfants à tour de rôle. Cela montre que, pour résoudre bon nombre de problèmes de garde, il suffirait de réactiver la politique de bon voisinage en vigueur autrefois dans les immeubles, et de la faire reconnaître en tant que service social. Le travail domestique mériterait la même considération : les enfants sont les graines de l'avenir et il est donc dans l'intérêt de tous qu'ils grandissent sains, équilibrés et bien élevés.

Tout cela deviendrait possible dans le cadre d'une nouvelle organisation sociétale qui adopterait une nouvelle conception du capital. Ce dernier terme est également utilisé en tant qu'adjectif, et il est alors synonyme d'« *important* », « *fondamental* ». Comme tous les adjectifs, il accompagne toujours un nom : quand nous disons « *capital* », nous pensons à la richesse capitale, c'est-à-dire la richesse principale. Dans le système actuel, la principale richesse (et la plus importante), est constituée par l'argent. C'est la raison pour laquelle capital et argent sont devenus des mots interchangeables. Mais il s'agit là d'une conception mercantile. Or, dans l'optique d'une économie au service de l'homme, la richesse essentielle serait la cohésion sociale, l'union qui fait la force, la communauté, le partage du travail et des savoirs dans un esprit d'entraide. Ce constat est si banal qu'il paraît superflu de le mentionner. Et pourtant, pour beaucoup, il s'agit d'une nouveauté, car l'idée même de collectivité est étrangère à leur horizon culturel. Au-delà de la famille et des amis, il n'existe, pour beaucoup d'entre nous, aucune autre forme de regroupement social. Nous habitons des immeubles où vivent des centaines de personnes, mais dès que nous sortons sur le palier nous nous sentons en terre étrangère. Nous ne connaissons pas la famille de l'appartement voisin, nous n'avons de rapports avec celle du dessus que lorsque nous leur demandons de faire moins de bruit.

De nombreux facteurs ont contribué à nous séparer les uns des autres : la culture individualiste, les villes trop grandes, l'absence d'espaces partagés dans les immeubles, trop d'argent dans nos poches qui nous a amenés à croire que l'on peut toujours s'en sortir tout seuls. Paradoxalement, l'Etat social lui-même, le fleuron des social-démocraties, nous a poussés dans cette direction, en remplaçant la communauté par les institutions. Pourtant, si nous étions capables de reconstruire

des relations de voisinage, nous y gagnerions en termes d'argent, de ressources, de bien-vivre. Chaque voiture occupée par son seul conducteur constitue un sacrilège du point de vue de l'efficacité énergétique. Outre le car-sharing, qui préconise l'achat partagé d'une voiture, l'autre mot d'ordre est le car-pooling, qui incite l'automobiliste à ne jamais se déplacer sans demander à son voisin s'il prévoit d'aller dans la même direction. Là où les familles ont tissé des liens, elles se prêtent des objets, se rendent mutuellement des services, s'entraident dans les moments difficiles, partagent des repas, des biens et des services. À part la voiture, on peut être copropriétaire d'un aspirateur, d'un lave-linge, d'une perceuse, d'une caméra et de tous les autres outils à usage non quotidien. Les familles qui font le choix d'habiter en immeubles coopératifs (le co-housing anglais) disposent d'espaces communs et de services partagés : buanderie, salles de jeux, bibliothèque, ateliers, incarnent une dimension qualitative complètement nouvelle aux yeux de qui habite dans des HLM conçus comme des clapiers.

À l'heure actuelle, l'idée d'activer la sphère publique par l'implication directe des citoyens n'est qu'une suggestion, dont il est difficile de définir à priori les détails techniques. Cela dépendra des technologies utilisées, de la quantité de services à fournir, de la flexibilité que l'on désire adopter. Ce pourraient être deux jours par semaine, une semaine par mois ou quelques mois par année consacrés à un service ou une entreprise publics. Chacun là où il choisit d'être, à la tâche dans laquelle il se sent le plus à l'aise : chauffeur, infirmier, employé, policier, pompier, mécanicien, programmeur, maçon. Et si certaines activités sont dédaignées par tous, elles pourraient être accomplies en rotation. Les tâches étant multiples, chacun trouverait sa place, sans doute avec un temps de travail réparti entre un service et l'autre, et des périodes de requalification pour changer d'affectation. Les formes d'organisation pourraient varier, l'expérimentation concrète permettant finalement d'identifier la meilleure permettant de garantir à la fois un bon service et une qualité de vie optimale. Cela assurerait à coup sûr un emploi à temps partiel pour chacun.

Tous pourraient alors commencer à assumer des responsabilités, croissant progressivement de l'adolescence à l'âge mûr, avant de diminuer au moment de la vieillesse. Concrètement, chaque adulte pourrait mettre à disposition de la communauté quelques jours par mois, en échange de quoi cette dernière garantirait à chacun l'accès gratuit aux services publics, du berceau jusqu'au tombeau. Finis les contributions aux frais de santé, les taxes scolaires, les billets de bus. Des services sans frais, mais aussi des biens gratuits. En commençant par l'eau, l'électricité, le gaz fournis directement à domicile. Tarifs nuls pour les besoins de base, plus chers pour les autres afin de combattre les gaspillages. Pour l'alimentation, les vêtements et autres biens de première nécessité, plusieurs systèmes sont envisageables. Une option pourrait être d'attribuer à chacun une carte magnétique, rechargeable chaque mois, permettant d'obtenir gratuitement une quantité prédéfinie de biens auprès de centres de distribution publics. Une sorte de revenu d'existence garanti pour tous, non pas sous forme obligatoire, mais en tant qu'opportunité que l'on peut accepter ou refuser. L'essentiel étant de créer les conditions pour que tout le monde puisse disposer du minimum vital.



En résumé, la sphère publique doit s'occuper d'une dizaine de secteurs, regroupés en deux grandes catégories : les besoins vitaux et les droits sociaux. Font partie de la première l'eau, l'alimentation, les vêtements, le logement, l'hygiène publique et la protection de l'environnement. Dans la deuxième, se trouvent la santé, l'instruction, les télécommunications, les transports et la recherche. L'aspect novateur réside dans le fait qu'il va falloir assurer ces services grâce au travail de tous. Mais pour garantir au secteur public sa pleine autonomie, il est nécessaire de reconstituer un terrain fertile. Après des années de privatisations, l'appareil public ne dispose plus d'une seule usine et il est contraint d'acheter sur le marché tout ce dont il a besoin : du papier aux balais, des ordinateurs jusqu'aux locomotives. Et cela malgré le fait que, dans certains domaines, l'Etat est le principal client, voire le seul ! À cet égard, l'industrie pharmaceutique constitue un cas d'école : en Italie, le service sanitaire national couvre à lui seul 70% des dépenses de médicaments. Pour certains d'entre eux, les caisses publiques en viennent à déboursier des centaines d'euros pour chaque boîte. Or, ces coûts sont davantage occasionnés par les brevets et les marges de profit que par les frais de production. Pourquoi devrions-nous vider notre porte-monnaie pour enrichir les actionnaires des multinationales pharmaceutiques ?

Dans l'ensemble, il n'est pas exagéré d'affirmer que 10% des dépenses publiques pour l'achat de biens sont destinées à générer du profit, un cadeau aberrant que nous offrons aux couches les plus riches de la société, tant au niveau national que mondial. Autre bonne raison pour séparer l'économie publique du marché, en veillant à ce qu'elle dispose d'un appareil productif qui lui fournisse l'essentiel des outils nécessaires à son fonctionnement. S'il est absurde que l'Etat gère des fabriques de chocolat, il est tout aussi insensé qu'il ne possède ni terres, ni étables, ni manufactures, ni établissements pharmaceutiques, ni papeteries, ni tout autre établissement produisant des céréales et des produits laitiers, des médicaments, des locomotives, des ordinateurs et du papier pour ses activités. Ce choix, qui avait été fait autrefois, est aujourd'hui entravé par tous les moyens possibles parce que le marché ne veut pas se priver d'un pactole de 127 milliard d'euros (25% de l'ensemble des rentrées fiscales) : ce montant représente ce que l'Etat italien a déboursé en 2007 pour l'achat de matériel. Un business qui ne va pas sans son lot d'affaires de corruption.

De Rome à Washington, en passant par Bruxelles, institutions et gouvernements se targuent d'être les garants de l'intérêt commun. Les faits démontrent cependant qu'ils jouent plutôt le rôle de matons armés de révolvers, prêts à tirer sur l'Etat dès que ses choix s'opposent à ceux du marché. Parmi les vingt-sept personnes qui composent la Commission européenne, quatre s'occupent de commerce, de marchés, de concurrence et d'entreprises ; pas une seule du bien commun. Un élémentaire bon sens nous suggère que la collectivité aurait tout à gagner à voir l'Etat recommencer à autoproduire ses propres outils et les biens de consommation qui lui sont nécessaires. Il dépenserait moins et s'assurerais même des revenus commerciaux. S'il redevenait le seul gestionnaire de l'eau, du gaz et des réseaux électriques, il disposerait de trois produits-clés qu'il pourrait vendre aux entreprises en réalisant des bénéfices. En fin de compte, il pourrait

alléger la pression fiscale sur les classes sociales les plus pauvres. Une réduction que tout le monde réclame, mais qui n'est en réalité souhaitée que par très peu de gens.

La transition d'une économie publique basée sur le prélèvement fiscal à un système fonctionnant grâce au travail de tous soulève des questions qui demandent expérimentation. Notamment la question des niveaux organisationnels : quelles fonctions organiser à l'échelle nationale et lesquelles au niveau local ? Faudra-t-il privilégier de grands conglomérats centralisés ou de petits centres de production disséminés sur l'ensemble du territoire ? Quels seraient les organes gouvernementaux appelés à gérer les services locaux et nationaux ? La réponse à ces interrogations dépendra de considérations technologiques, d'efficacité énergétique, d'impact environnemental, mais aussi de facteurs humains, sociaux, politiques. Il faudra par exemple préférer des types d'organisation favorisant la participation et le sens des responsabilités, car en l'absence d'implication personnelle on n'aboutit à rien. Une telle implication constitue un objectif qui passe par la reconstruction du sens communautaire, par le fait de percevoir la sphère publique non comme une réalité lointaine et oppressive, mais comme une collectivité dont nous faisons partie. D'où l'importance de la dimension locale, parce seule la proximité permet de reconstruire le sentiment d'appartenance, à partir de la solidarité entre voisins, des liens sociaux dans les quartiers, de la réappropriation des rues, des parcs, des crèches, des écoles, des centres de soins. Le moment est venu de remplacer l'argent par la cohésion sociale.

## **Chapitre 12. La maison du marché autorégulé**

Le marché, conçu comme une des modalités de l'échange, est une invention déjà ancienne. Le marché capitaliste, par contre, fonctionnant comme source d'enrichissement par la vente de biens et de services obtenus grâce au travail salarié, est une entité assez récente. Si les penseurs socialistes ne voient pas d'un bon œil le marché capitaliste, de nos jours l'opinion publique semble ne plus partager cet avis. Tout le monde reconnaît néanmoins qu'il faut lui imposer des règles et en fixer les limites. Dans l'optique du bien vivre, le marché prend en charge les désirs, à savoir tous les choix non essentiels ne concernant pas la dignité humaine. Ce postulat donne naissance à quatre principes. Premièrement, en cas de rareté des ressources, le marché ne doit jouer qu'un rôle secondaire au sein de l'économie publique car les désirs comptent moins que les besoins de base. Deuxièmement, l'intérêt personnel ne doit jamais aller à l'encontre de l'intérêt général : le marché est impérativement soumis à des règles et directives définies par les autorités publiques chargées de la défense des intérêts collectifs. Tertio, les activités privées sont menées dans le respect des travailleurs, des consommateurs, des épargnants et des fournisseurs. Enfin, la production et le commerce sont organisés de façon à réduire au maximum la consommation d'énergie, l'utilisation de matières premières et la production de déchets. C'est surtout ce dernier point qui exige d'importants changements. Il implique par exemple de privilégier les produits de proximité en introduisant la circulation de monnaies locales parallèles à l'euro, de percevoir une taxe sur les kilomètres parcourus par les marchandises, de créer des labels attestant de leur

origine locale. Il suppose également l'adoption de mesures dissuadant l'usage des ressources rares (poissons, bois, minéraux, pétrole) par le biais d'impôts spécifiques, et d'autres qui, grâce à des éco-incitations, encouragent l'emploi d'énergies renouvelables. Ce dernier point permet en outre de dissuader la production d'emballages superflus et de déchets au moyen de taxes ad hoc et d'impôts sur la publicité.

La crise actuelle met en évidence la nécessité de revoir également de fond en comble les activités financières. Les banques, la bourse, les assurances doivent revenir à leurs rôles traditionnels, cessant d'être des PMU modernes, des entonnoirs financiers au service des tricheurs et des parieurs fous. Les banques doivent redevenir des structures qui récoltent l'épargne destinée au financement d'investissements productifs et sociaux, les bourses être des lieux qui concentrent le capital nécessaire au fonctionnement des entreprises et les assurances des institutions qui couvrent des risques contre le paiement d'une prime. Le tout, sous un strict contrôle public et en totale transparence : clarté à la fois des opérations et des engagements en terme de dettes, de prêts et de couverture des risques. Permettre aux institutions financières d'utiliser l'argent d'autrui pour des jeux de hasard est un véritable crime qui enrichit les parieurs et fait supporter les pertes aux épargnants.

### **Chapitre 13. Des emplois nouveaux et variés**

Le bien vivre exige un savant mélange d'autoproduction, d'économie publique et de marché. Chaque individu doit trouver sa place simultanément dans tous ces domaines, exerçant une fonction différente dans chacun. Il n'y a donc plus un emploi seul et unique, mais trois ; il ne s'agit plus d'un métier à plein temps, mais de travaux à temps partiel. La flexibilité n'est plus au service de l'entreprise, mais des travailleurs, afin qu'ils puissent choisir combien d'heures passer à l'usine ou au bureau en fonction de leurs objectifs économiques, de leurs exigences familiales, de leurs choix de vie. La question type ne serait plus « quel est ton métier ? », mais « combien de travaux accomplis-tu ? ». Et entre ces trois niveaux professionnels, l'autoproduction au service des besoins personnels et domestiques constituerait une toile de fond, bariolée de couleurs différentes pour les différents engagements individuels, ceux de l'économie publique pour les besoins fondamentaux et ceux de l'économie de marché pour les désirs inessentiels. Chaque tableau deviendrait ainsi une toile unique, une infinité de variables personnelles et sociales rendant chaque composition différente de celles des autres. Cela grâce à une répartition personnalisée du temps distribué entre autoproduction et travail salarié et tout en consacrant un même nombre d'heures, établi par la collectivité, au service de l'économie publique. Dans cette variété fusionnante, l'individu et la famille se trouveraient au cœur de l'autoproduction, la communauté au centre de l'économie publique avec les entreprises comme axe de l'économie de marché.

## **Troisième partie. Comment s’y rendre ?**

### **Chapitre 14. Désigner**

Les changements de système requièrent beaucoup de temps, nécessitent un agent promoteur à l’origine du processus ainsi que des stratégies d’intervention permettant de faire connaître les nouvelles perspectives et de les mettre graduellement en œuvre. Partant de ces objectifs, on peut identifier cinq stratégies, résumées en autant de mots-clés : désigner, prouver, repousser, forcer, consolider.

Désigner revient à indiquer l’horizon vers lequel cheminer. Il s’agit d’un travail de conceptualisation définissant les contours de la nouvelle société, de la nouvelle économie, non seulement du point de vue des objectifs et des principes, mais aussi des limites à respecter et de la structure organisationnelle à élaborer : une tâche à effectuer collectivement, puisque personne n’a de recettes toutes prêtes et qu’il n’est plus question d’imposer, mais de partager. C’est ensemble que nous bâtissons notre avenir, par la confrontation, la réflexion, l’expérimentation.

Pour ce faire, nous devons nous efforcer de diffuser nos propositions, engager le débat dans les milieux les plus divers, l’enrichir des suggestions issues des discussions, importer nos idées dans la culture populaire pour aboutir enfin à une proposition politique. Nous assisterons ainsi au retour du Politique authentique, celui qui se centre sur les problèmes et la recherche de solutions, non sur les jeux de pouvoir.

Nous avons perdu l’habitude de concevoir de grands projets, recroquevillés que nous sommes sur de simples détails, repliés sur des luttes pour les seuls minimes changements possibles. Mais sans un vrai projet, il n’est pas de véritable construction : tout au plus du raccomodage, passé à courir derrière les failles du système. Réparer est certes un devoir, mais rêver est une nécessité, car sans rêve on finit par s’égarer.

### **Chapitre 15. Prouver**

Prouver, signifie démontrer par les faits que le changement est possible. Lorsque nous pratiquons la sobriété, que nous organisons un groupe d’achats solidaires ou de covoiturage, quand nous ouvrons un magasin dédié au commerce équitable ou un compte dans une banque alternative, quand nous créons un réseau de quartier, chaque fois en somme que nous adoptons – seuls ou en groupe – des pratiques issues de l’économie du bien vivre, nous ajoutons non seulement de la cohérence à nos actions mais nous contribuons également faire aboutir des objectifs politiques.

Don Lorenzo Milani nous a appris que les pouvoirs ne se maintiennent pas tout seuls : ils s’appuient sur des sujets. Ce système injuste, vorace et destructeur, résiste parce que nous le soutenons par les actes de notre vie quotidienne : par le travail, la consommation, l’épargne, le paiement des impôts. Ce sont nos achats qui font vivre et enrichissent ces mêmes entreprises qui exploitent, pillent et polluent. C’est notre épargne qui permet aux banques de croître, ces mêmes

banques qui financent le commerce des armes, qui arnaquent leurs clients par des placements bidon, qui offrent des paradis fiscaux aux entrepreneurs fraudeurs. C'est notre hyperconsommation qui dilapide les ressources de la planète, qui spolie les pauvres, qui ensevelit la Terre sous les déchets. D'où l'importance de consommer sur un mode critique, d'épargner de façon responsable et de pratiquer la sobriété.

La société est le fruit de règles et de comportements. Si chacun agissait de façon réfléchie, responsable, équitable, sobre et solidaire, nous donnerions non seulement à notre planète un autre visage, mais nous obligerions le système à changer ses règles. Aucun pouvoir ne résiste à une multitude lucide pour qui la cohérence l'emporte sur la couardise, l'engagement sur le laisser-aller, l'équité sur la mesquine avidité. La cohérence joue aussi un rôle éducatif, car elle stimule la réflexion et montre qu'une alternative est possible, donnant ainsi espoir et courage. Ces bienfaits sont encore accrus s'ils résultent de l'action des institutions, notamment celles qui sont en contact direct avec les citoyens. Lorsqu'une commune distribue des cruches afin d'encourager la consommation d'eau du robinet, elle envoie à des milliers de familles un message de consommation soutenable. Quand elle construit une centrale produisant de l'énergie renouvelable, elle prouve à des milliers de gens qu'il existe une autre façon de répondre aux besoins en électricité. Quand elle organise un système de tri des déchets, elle amène toute une population à modifier son style de vie. C'est justement parce que que les institutions locales peuvent exercer une influence remarquable qu'il est important de s'investir à ce niveau, en essayant d'occuper des postes à responsabilités au sein des organes de gestion. Nombreux sont les exemples de maires et syndics qui, grâce à de notoires qualités politiques et morales, ont remodelé les plans d'urbanisme, les services sociaux et environnementaux et même les pratiques politiques, selon des critères de participation, de sobriété, de solidarité et d'intégration sociale. On doit naturellement être conscient du fait que le monde de la politique se prête à toutes les dérives ; le risque est donc grand de succomber aux jeux du pouvoir, des intrigues et des chausse-trappes. C'est pourquoi il importe de ne pas entrer seul dans les administrations, mais fort du soutien d'un mouvement populaire qui aide à ne pas perdre le nord quand on doit se confronter au pouvoir des puissants.

## **Chapitre 16. Refuser**

Refuser signifie s'opposer à la progression de choix destructeurs. Citons à titre d'exemple la lutte contre la privatisation de l'eau, l'opposition au projet d'une ligne à grande vitesse dans la Vallée de Susa, la lutte contre l'agrandissement de la base américaine de Vicence. Menées par des populations locales défendant leur territoire, ces luttes sont connues sous l'appellation de *nimby*, « *not in my backyard* ». Ces conflits ne font pas l'unanimité, certains les considèrent

comme trop limités et partiels, ils leur préfèrent des mouvements d'ampleur nationale, s'appuyant sur une conscience politique plus développée et l'ambition de changer le système dans son ensemble. À juste titre : on ne peut se contenter d'attendre que les bombes nous tombent sur la tête pour réagir et exiger le changement, il faut se mobiliser afin que les bombes soient définitivement bannies. S'il est nécessaire de travailler à la naissance d'un mouvement politiquement plus mûr, la stratégie nymbiste mérite cependant d'être encouragée car elle recèle un grand potentiel de dissuasion. Si chaque ville se mobilisait contre la privatisation du réseau hydrique, si tous les territoires choisis pour enterrer les déchets nucléaires se couvraient de barricades, si tous les champsensemencés en OGM se voyaient pris d'assaut, si aucune commune n'était plus disposée à recevoir de centrale nucléaire, si la population se rebellait là où l'on projette la construction d'un centre commercial, ainsi harcelé, le pouvoir ne saurait où réaliser ses projets destructeurs et serait contraint de les abandonner. D'où l'importance des groupes locaux qui défendent le territoire des menaces visant à le contaminer, le défigurer et le priver des biens collectifs. À condition que ces groupes ne se replient pas sur leur cause, mais qu'ils dialoguent entre eux, se soutiennent mutuellement, se confrontent jusqu'à parvenir à la définition d'horizons communs et coordonnent leurs luttes à l'échelle nationale.

## **Chapitre 17. Contraindre**

Contraindre : pousser le système à progresser dans une autre direction. Nous sommes conscients que le changement ne pourra être que progressif, il n'advient qu'avec la mutation des mentalités et des comportements des citoyens, des institutions et des entreprises. Sachant aussi que ces trois dimensions sont intrinsèquement interdépendantes : les choix des consommateurs influencent les politiques entrepreneuriales, et à leur tour les choix des entreprises conditionnent les habitudes de consommation. Parallèlement, la pression populaire influe sur les décisions que prennent les institutions, alors que de nouvelles lois modèlent les comportements de masse. À la fois actifs et passifs, nous ne pouvons nous ranger exclusivement du côté de ceux qui agissent ou de ceux qui doivent s'adapter : tous dans l'obligation de jouer notre rôle en fonction de la position sociale que nous occupons.

Outre le fait d'adopter des modes de vie plus responsables, sobres et soutenables, nous devons, comme citoyens, nous efforcer d'exercer toute la pression dont nous sommes capables sur les entreprises et les institutions pour les amener à changer leurs comportements. Ces dernières années, beaucoup d'expériences ont eu lieu dans ce domaine et plusieurs ouvrages récents présentent les moyens de pression qu'on peut utiliser à l'égard des entreprises : consommation critique, campagnes d'information, boycott. En ce qui concerne les institutions, même si les expériences de lutte sont nombreuses et devraient nous faciliter la tâche, les circonstances ne cessent d'évoluer et nous renvoient constamment à la case départ. Une première distinction fondamentale concerne les niveaux institutionnels, avec d'un côté les institutions locales et, de l'autre, les gouvernements et parlements nationaux. À l'échelle communale, tout est plus

simple : les gens connaissent mieux les problèmes, il est plus facile de les interpeller et de les amener à s'organiser. Le rapport aux autorités est aussi plus direct. Grâce à ces dimensions réduites, il est loisible d'occuper des sièges dans les conseils communaux ou au sein des municipalités, voire même d'être élu syndic. Bien que voisines et gouvernées par les mêmes partis, de nombreuses communes connaissent des politiques très différentes, selon les sensibilités personnelles des administrateurs locaux. L'expérience des « communes vertueuses » (*comuni virtuosi*) constitue à cet égard un excellent exemple.

Même si l'on succombe au charme du *small is beautiful*, un certain nombre de mesures doivent néanmoins être adoptées au plan national. On ne pourra éviter de se confronter aux institutions du pouvoir central, et se pose alors la question des outils et des contenus. Pour ce qui est des outils, tant que le mouvement n'aura pas acquis des bases solides, il est inutile de penser à la création de partis en vue de participer aux élections. Cela ne signifie nullement que nous ne mettrons jamais les pieds dans un parlement, mais il faudra pour cela attendre le bon moment, lorsque nous serons plus forts et bien ancrés au sein de la population, car toute initiative prématurée pourrait nous faire perdre notre identité. Une telle perte identitaire est un phénomène assez fréquent et constitue un effet pervers de la démocratie. Dans nos sociétés opulentes, les gens ont pour première exigence la défense de leur niveau de vie, pauvres et marginaux sont perçus comme des dangers, suscitant des sentiments violents. La solidarité n'est plus de mise, et pour gagner des voix les partis s'adaptent à ces pulsions populaires, quitte à renier leurs principes fondateurs. Il en résulte un glissement vers la droite de toute la scène politique. Ce phénomène ne s'arrêtera que lorsqu'on assistera à la création d'une force capable d'inverser les priorités politiques : finie la course aux sièges parlementaires en se pliant au conformisme de la majorité silencieuse, et priorité à la volonté de dénoncer, de mettre en lumière les problèmes, de rechercher des solutions durables, de promouvoir d'autres idées s'inspirant de principes universels en matière économique et sociale. Il s'agira de faire preuve de courage pour remettre en question la pensée dominante, tenter de faire émerger une opinion publique différente, non asservie aux exigences du pouvoir, faute de quoi nous resterions confinés aux oubliettes de la pensée et de l'action.

Aussi longtemps que les temps ne seront pas mûrs pour entrer dans les institutions, la seule voie possible sera celle des revendications, des pressions sur le pouvoir exercées de l'extérieur afin qu'il change de cap. En matière de stratégie, on peut agir par des campagnes, des pétitions populaires, des manifestations. Mais l'élément crucial ce sont les contenus. Il y a tellement de choses à transformer qu'il est paradoxalement difficile de définir des priorités.

De façon schématique, on peut, en ces temps de crise, distinguer deux grands thèmes d'importance stratégique : la défense des droits acquis et la transformation de l'appareil productif dans une optique de soutenabilité. À l'heure où des milliers de personnes risquent d'être licenciées, où les revenus de beaucoup de familles peinent à couvrir ne serait-ce que les besoins de base, il n'existe que deux bouées de sauvetage : la solidarité collective, sous forme de sécurité sociale et de droits garantis, et la création d'emplois dans des secteurs économiquement

soutenables. Il faut accepter l'idée que certains domaines d'activité sont arrivés en fin de course, parce qu'ils appartiennent à une époque révolue. L'automobile, par exemple, n'a plus d'avenir, et il est donc absurde de continuer à injecter des fonds publics dans cette branche. Une action plus sensée consisterait à rediriger ces emplois vers la construction de bus, trains, camionnettes propulsés à l'hydrogène, un carburant qu'il est impensable d'étendre à un milliard d'autos à partir de sources renouvelables. Le même discours s'applique à l'énergie électrique. Il faut abandonner l'exploitation de combustibles fossiles et développer les énergies renouvelables. Tout en sachant que le nucléaire n'est rien d'autre qu'une boutade électorale, non seulement parce que le problème des déchets radioactifs est loin d'être résolu, mais aussi parce l'uranium est rare : au rythme actuel de consommation, les réserves sont limitées à trente ans, cinquante dans le meilleur des cas. En conséquence, il faut identifier tous les secteurs économiques inutiles ou nuisibles et financer leur reconversion vers des productions essentielles et soutenables. Parallèlement, il faut décider des domaines à développer, non seulement dans le secteur des énergies alternatives, mais dans celui de l'eau. Le réseau hydrique italien compte 291.000 kilomètres de tuyaux anciens et en mauvais état qui perdent 42% des flux en circulation. Sa restauration est une priorité absolue, tout comme l'amélioration du système de recyclage des déchets, le développement des réseaux ferroviaires locaux, la protection de l'environnement, l'entretien des bâtiments scolaires et sanitaires ainsi que l'amélioration de plusieurs autres infrastructures et services d'utilité publique.

Il convient enfin de rappeler l'existence de la dette que nous avons contractée vis-à-vis des pays du Sud, ruinés par cinq siècles de pillage. Les pays les plus pauvres se trouvent dans le dénuement le plus total, leurs besoins sont immenses : hôpitaux, écoles, moyens de transport, électricité. Produire pour répondre à ces besoins représenterait une façon intelligente de contribuer à leur développement humain et social, tout en soutenant notre propre production.

Par la suite, une restructuration du système productif entraînera une réduction de l'horaire de travail. Le développement technologique considérable qui est à l'origine de l'essor industriel a également accru le taux de productivité. On aurait pu exiger que ces gains de productivité se traduisent par une baisse du temps de travail. Si ce choix avait prévalu, nous ne vivrions pas aujourd'hui dans une société de consommation et nous ne travaillerions peut-être que trois ou quatre heures par jour. Nous avons au contraire souscrit au projet social consumériste, préférant transformer les gains de productivité en augmentations salariales, bénéficiant ainsi de la possibilité d'acheter des choses inutiles et de créer de nouveaux emplois tout aussi inutiles. Mais à l'heure où il n'existe plus de marges de croissance, la seule façon d'atteindre le plein emploi, c'est le partage du travail, en réduisant les horaires et en répartissant plus équitablement la richesse entre salaires et profits.

Toutes ces mesures font apparaître que l'économie du bien vivre constitue en soi une bonne solution, y compris pour sortir de la crise. Et si, nous nous montrons ensuite capables de réformer l'économie en profondeur, en l'orientant vers le système des trois maisons autonomes



et indépendantes décrit plus haut, nous aurons acquis la garantie de ne plus nous fracasser contre le mur de la récession.

## **Chapitre 18. Tisser**

Tisser, c'est resserrer nos liens pour devenir des acteurs politiques capables de conduire le changement. Il existe en Italie une palette très riche d'associations et de mouvements sociaux, qui ne parviennent toutefois pas à exprimer tout leur potentiel par manque d'unité et par nombrilisme. Dans cet univers très varié, chacun poursuit son projet particulier : commerce équitable, droit à l'eau, slow food, finance éthique, droit des migrants. Des causes importantes, certes, mais limitées, chacun dans son pré carré. Nous nous battons contre les menaces qui planent sur notre territoire : chemins de fer à grande vitesse, centrales nucléaires, décharges sauvages, incinérateurs, bases militaires, mais dès que la lutte s'estompe, nous revenons à notre train-train quotidien. Nous sommes idéologiquement unis, mais d'un point de vue opérationnel chacun suit, seul, sa propre voie. Manquent les occasions de rencontre et d'échange. Ceux qui se battent pour le commerce équitable n'ont pas l'impression d'avoir grand chose à partager avec les militants qui luttent contre la privatisation de l'eau, les pacifistes n'ont pas l'impression d'être proches des partisans de la simplicité volontaire, en dépit du fait que la plupart des guerres ont pour mobile le contrôle des ressources. Nous sommes tous en train de tailler notre propre crayon, mais nous ne l'utilisons jamais sur la même toile, pour esquisser un dessin qui puisse nous représenter tous dans nos différences. Telles des cellules nerveuses hyperspécialisées dans leur fonction mais privées de contact avec leurs voisines, nous avons perdu la capacité d'exercer une influence systémique. Ayant fait le deuil de la possibilité de constituer un mouvement, nous sommes en train de nous muer en petits groupes professionnellement irréprochables, mais politiquement insignifiants. Moucherons minuscules qui, au gré des calculs et des convenances du pouvoir, peuvent finir soit écrasés soit aspirés dans son immense giron.

Depuis des années, le père Zanotelli ne cesse de répéter que, si nous voulons parvenir à quelque résultat, la seule stratégie envisageable est celle de Lilliput. Dans « Les voyages de Gulliver », le récit satirique de Jonathan Swift, les petits Lilliputiens parviennent à capturer Gulliver, pourtant bien plus grand qu'eux, parce qu'ils agissent ensemble. Chaque Lilliputien se concentre sur un seul cheveu du géant, un petit geste qui acquiert beaucoup d'efficacité car synchronisé avec ceux des autres. Ils n'agissent pas en ordre dispersé, tous ont la même stratégie et parviennent à immobiliser Gulliver pendant son sommeil. La morale de l'histoire, c'est que la dispersion peut se muer en force à condition de réussir à coordonner ses efforts, à s'assembler comme les perles d'un même collier.

D'où l'importance de sortir de notre isolement pour tisser des relations avec les groupes voisins, pour organiser des structures de coordination nationales, voire internationales. Ce travail de connexion ne sert pas qu'à l'information réciproque sur les actions entreprises, à la mise en concordance des initiatives et des campagnes, au partage des ressources et des services, mais

aussi à harmoniser nos visions politiques. Il s'agit non d'une lubie mais bien d'une nécessité, car tout est tellement interconnecté que chaque sujet a des répercussions sur l'ensemble du système. Lors du déclenchement de la guerre en Iraq, il fut tout de suite évident que le véritable enjeu était le pétrole. Par notre opposition à la guerre, nous avons remis en question notre système consumériste et défendu la nécessité d'une société de sobriété. Mais ce type de discours n'a pas eu de suites, nous n'avons pas eu le courage de le développer dans toutes ses conséquences, peut être par crainte d'être impopulaires, ou alors parce que nous n'étions pas prêts à faire face à toutes les interrogations qu'une telle révolution soulevait. Nous n'avons pas su assumer nos responsabilités jusqu'au bout, et nous allons devoir en payer le prix. Si, à l'avenir, de nouvelles guerres coloniales devaient avoir lieu, peut être avec le soutien de la population, nous en porterions un peu la responsabilité, dans la mesure où nous n'avons pas su dénoncer clairement les liens entre guerres et styles de vie. Surtout, nous n'avons pas été à même de montrer que le changement est possible.

La population n'est pas dupe, elle saisit tout de suite les conséquences de certains choix, elle pose des questions, exige des réponses : si elle n'en reçoit pas, elle nous tournera le dos. Ne pas mener à terme nos réflexions nous rend insignifiants, et c'est un risque que nous courons dans plusieurs domaines : eau, déchets, énergie, changement climatique. On ne peut continuer à l'infini avec des mini-oppositions ou de petites initiatives prétexte. Nous savons que le problème fondamental réside dans la disproportion entre notre rapacité et les limites de la planète. Tôt ou tard, le problème de la réduction sera mis sur la table et nous n'échapperons pas à la nécessité de réécrire les règles de l'économie. Si nous nous montrons incapables de remettre en question le fonctionnement actuel de l'économie en élaborant d'autres formes d'organisation qui sachent marier sobriété et bien vivre, nous nous retrouverons seuls, ignorés à la fois par les radicaux et par les modérés. Les premiers nous accuseront de ne pas être allés jusqu'au bout de nos idées, les seconds de formuler des propositions incompatibles avec le système.

De deux choses l'une : soit nous relevons le défi consistant à élaborer une alternative, soit nous mourons d'inanition. Commençons alors par nous rencontrer, demandons nous ce que nous avons en commun, quel monde nous souhaitons construire, quelle forme il pourrait avoir. Peu à peu, nous dégagerons peut-être un horizon politique partagé, un même cadre de référence, sans prétendre décrire minutieusement des détails imprévisibles, mais sans nous borner non plus à la simple énonciation de principes. Nous devons dépasser le stade des slogans, il faut donner de la substance aux idées de la décroissance, de l'équité, de la soutenabilité. Il est important d'entamer d'ores et déjà la réflexion sur les aspects organisationnels, passer des idées générales à la réalité en transformant l'utopie en projet, définir les initiatives à promouvoir, les pistes à emprunter, les délais à tenir.

Si nous parvenons à construire un grand mouvement au sein duquel chaque groupe pourra maintenir son identité et ses spécificités, tout en étant engagé avec les autres dans la poursuite d'un projet politique commun, nous constituerons alors une grande force de changement. Conjuguant enfin détails et vision d'ensemble, présent et avenir, local et global. Élaborant notre

propre agenda politique. Nous donnons les moyens de contraindre théoriciens, partis, syndicats et institutions à s'affronter à des thèmes de grande portée à partir de nouvelles logiques. Nous démontrerons que d'autres systèmes et d'autres formes d'organisation sont possibles. Nous redonnerons vie à l'espoir, la force la plus redoutable qui soit contre le conformisme. Quand on vit dans un camp d'internement et qu'il n'y a pas d'issues pour la fuite, il ne reste qu'à essayer de survivre en s'adaptant aux règles du jeu. On s'arrange comme on peut, acceptant la concurrence avec les camarades incarcérés, on cherche à être en bon termes avec ceux qui tirent les ficelles, on tente l'ascension individuelle au détriment des autres. Ce sont là des images reflétant la vie quotidienne dans une société consumériste qui tente de nous faire croire qu'aucune vie n'est possible ailleurs qu'en son sein. Seul l'espoir de parvenir à construire ensemble un autre modèle peut nous redonner la force de défier le pouvoir, de désobéir à ses règles, de faire des choix alternatifs et de s'allier avec ceux qui partagent notre condition pour imaginer ensemble une solution à nos problèmes communs.

## **Chapitre 19. Appel**

Pour devenir un mouvement fort, visible et offensif, il est nécessaire de nous organiser. Le premier pas consiste à nous rencontrer pour affirmer nos valeurs, nous confronter sur les alternatives sociétales, échanger des expériences de résistance et de participation, discuter les initiatives et les pistes à suivre pour initier le processus du changement. Pour cela, nous demandons à tous ceux qui souhaitent s'engager avec nous dans cette voie de nous envoyer un message d'adhésion. Nous créerons ainsi un premier contact entre des personnes et des groupes qui, tout en s'occupant de thèmes spécifiques selon des modalités qui leur sont propres, se révèlent unis par les mêmes valeurs et par la volonté commune de construire ensemble une société équitable, solidaire et soutenable. Un processus participatif partant de la base est la seule démarche capable de nous conduire vers le changement.

Nous sommes joignables à l'adresse suivante :

Centro Nuovo Modello di Sviluppo  
Via della Barra 32, 56019 Vecchiano (Pisa)  
e-mail: [coord@cnms.it](mailto:coord@cnms.it)  
[www.cnms.it](http://www.cnms.it)